



université

MENSUEL ETUDIANT DE LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE - 17^e Année - JUIN 1971 - Numéro 166 - 1 Franc

une nouvelle

ACTION

FRANÇAISE

Une nouvelle étape pour l'Action Française

Gauchisme, mao-maurrassisme, les termes les plus saugrenus ont été employés pour jeter le discrédit sur la Nouvelle Action Française. Qu'importe, puisqu'il ne faudra pas deux mois aux honnêtes gens abusés pour s'apercevoir qu'on les a trompés. Nous laisserons donc de côté ces accusations ridicules pour parler de choses sérieuses.

Pourquoi la Nouvelle Action Française ? C'est très simple : un grand nombre de dirigeants et la majorité des cadres militants d'A.F. se rendaient compte de la nécessité impérieuse de donner au mouvement royaliste des structures nouvelles pour lui permettre de s'organiser et de se développer. Faute de ces structures, le mouvement royaliste perdait en effet année par année la presque totalité de ses cadres étudiants. Au retour du

service militaire, ne trouvant pas de moyens de militer qui correspondent à leurs responsabilités et à leurs soucis familiaux et professionnels, ceux-ci s'éloignaient d'un mouvement trop exclusivement étudiant.

Il n'était plus possible d'en prendre son parti, si toutefois l'on croyait que la finalité de l'A.F. n'était pas chimérique mais constituait sa raison d'être exclusive.

Deux conditions s'avéraient indispensables pour que l'Action Française puisse, en utilisant les milliers de cadres qu'elle avait formés depuis vingt ans, redevenir une grande force politique : 1) la constitution d'organismes dirigeants efficaces ; 2) la définition d'une stratégie adaptée au temps présent.

La crise qui a mené à la constitution de la

Nouvelle Action Française est née d'un double refus opposé à ces deux conditions.

En ce qui concerne la définition d'une stratégie, nous renvoyons le lecteur à notre numéro de Mai (éditorial de Bertrand Renouvin et dossier « Pays réel, pays légal »), ainsi qu'aux articles de M. Wagner et de Gérard Leclerc dans ce numéro.

Quant à la constitution d'organismes dirigeants efficaces, vous trouverez ici l'exposé de nos premières réalisations. La mise en place des structures de la NAF se poursuit tant au plan de la direction nationale qu'à celui des instances régionales. Cette phase doit être totalement achevée dans le courant de l'été. La rentrée de septembre sera le début d'une étape de conquête pour la Nouvelle Action Française.

ORGANISATION

COMITE DIRECTEUR

Le comité directeur de la NAF est actuellement composé des personnes suivantes :

- M. Georges-Paul WAGNER, président
- M. Yves LEMAIGNEN
- M. Yvan AUMONT
- M. Jean-Pierre BOULOGNE
- M. Gérard LECLERC
- M. Michel LEDOYEN
- M. Jean-Pierre NICOLAS
- M. Bertrand RENOUVIN
- M. Jean TOUBLANC

Le comité sera prochainement élargi à des membres de province dès que les fédérations régionales de la NAF seront constituées.

LOCAUX

Nos locaux parisiens sont situés à :

La Nouvelle Action Française
17, rue des Petits-Champs
PARIS 1^{er}

Tél. : RIC 21-93

Jours et heures de permanences : du lundi au samedi, le matin de 10 à 13 h., l'après-midi de 15 à 19 h.

SOUTIEN FINANCIER

Les problèmes financiers sont les seuls qui se révèlent préoccupants pour notre jeune mouvement. Lancé sans aucun soutien, avec les seuls moyens financiers de ses militants, notre organisation est freinée par le manque d'argent. C'est donc un large appel que nous lançons pour franchir cette étape difficile.

COMMENT NOUS AIDER ?

LES ABONNEMENTS. — Le premier devoir de nos amis est l'abonnement à l'ensemble de notre presse : Nouvelle Action Française, A.F.-université, Dossiers d'Action Française.

LES COTISATIONS. — Le principe retenu est celui de la cotisation mensuelle d'un montant égal à 2 % du salaire (avec un minimum de perception de 5 F.).

LA SOUSCRIPTION. — Les réponses à notre premier appel ont été nombreuses, mais nos frais de lancement sont très grands et nos projets immédiats sont souvent bloqués par manque de moyens financiers.

Camp d'été 1971

Le camp des militants et sympathisants de la Nouvelle Action Française se tiendra en Champagne près de Bar-sur-Aube du 18 juillet au 1^{er} août. Véritable « université d'été », les campeurs recevront à la fois une formation théorique et doctrinale par les conférences et les cercles d'études et une formation pratique pour toutes les activités utiles au militant d'Action Française.

Risquant cette année d'avoir de très nombreuses candidatures nous ne pourrions accueillir que les gens décidés à devenir des militants actifs. Les demandes d'inscription doivent nous être adressées à l'avance. L'accès du camp sera refusé à ceux qui n'auront pas rempli cette formalité.

RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

- En raison des circonstances il n'y aura cette année aucune location de matériel au camp. Les campeurs devront donc se procurer par leurs propres moyens : tente, lit de camp et sac de couchage.
- Le prix du séjour est fixé à 240 F. pour la durée du camp pour les inscriptions parvenues avant le 5 juillet. Passée cette date le prix du séjour est fixé à 260 F.
- La gare la plus proche du lieu de camp est Bar/Aube. Un service de voiture fonctionnera à l'arrivée de tous les trains les samedi 17 et dimanche 18.
- Les demandes de renseignements et d'inscription sont disponibles dès maintenant.

ATTENTION

Effectuer tous vos règlements à l'un des C.C.P. suivants en précisant la nature du versement :

- Nouvelle Action Française : Paris 642-31
- A.F. Université : Paris 1918-59
- Dossiers d'Action Française : Paris 1898-45

BULLETIN D'ABONNEMENT

(à renvoyer à A.F. Université,
17, Rue des Petits-Champs, Paris 1^{er})

M. - Mme - Mlle NOM

PRENOM

RUE OU LIEUDIT

N° DEPARTEMENT

COMMUNE

Je demande à recevoir A.F. Université pendant an(s)
à compter du mois de et verse la somme de

21 F	normal	— 2 ans	
13 F	étudiant	— 2 ans	
12 F	normal	— 1 an	
8 F	étudiant	— 1 an	

(mettre
une
croix
dans la
case
correspon-
dante)

(majoration de 5 F pour un abonnement sous
enveloppe)

chèque bancaire joint ☐

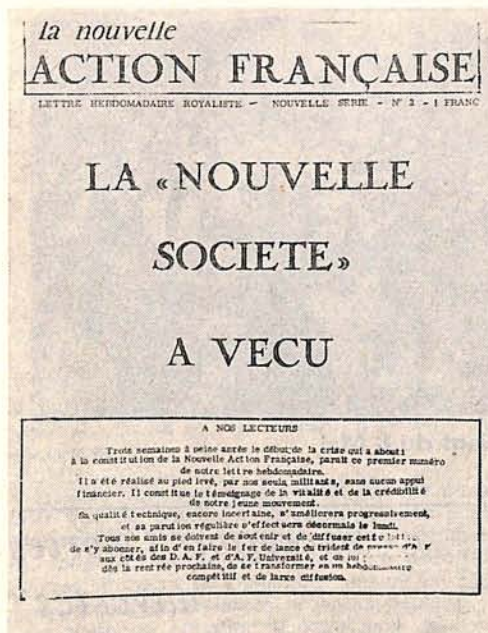
chèque postal joint ☐

par : (Paris 1918-59)

mandat-lettre joint ☐

Fait le à
Signature :





le point sur la N.A.F.

Georges-Paul Wagner

Propos recueillis par
Philippe Dartois

AFU : La NAF a maintenant plus d'un mois d'existence, et nous avons tous cependant l'impression que beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis cette date. Peut-on faire le point ? Qu'a fait la NAF jusqu'à présent ?

GPW : Il est en effet tout à fait nécessaire de faire le point. La NAF a d'abord fait connaître son existence. Il est certain qu'elle a dû du jour au lendemain tout improviser AFU, sous son impulsion, a continué et continuera à paraître. D'autre part, un bulletin hebdomadaire qui, nous l'espérons, va devenir un journal hebdomadaire, constituera le lien nécessaire entre tant de sympathisants, qui nous ont déjà apporté leur concours et leur soutien, et le combat de l'Action Française qui ne doit subir aucun ralentissement. En outre, vous le savez, nous avons déjà tenu des réunions. Je n'ai pas besoin de vous dire, car vous y étiez, le succès du meeting de l'IPN dont la force conquérante n'a pas échappé, même à des observateurs neutres ou hostiles.

Pour le reste, je fais confiance à la foi et à l'intelligence de tous ceux qui sont avec nous, et à ce que vous me permettrez d'appeler l'empirisme organisateur.

AFU : Parlons des structures de la NAF. Quelles sont les institutions mises en place ?

GPW : Nous voulons éviter de tomber dans les défauts qui nous ont mis dans l'impasse où nous étions à fin mars 71. Il fallait un organe vraiment dirigeant sur le plan de la discipline et de la doctrine. Cet organe existe maintenant et nous avons défini ses pouvoirs. Il fallait également que le secrétariat général réponde, au sens strict du terme, aux besoins des sections et des militants. Il fallait donc organiser et décentraliser, c'est ce que nous avons fait, définissant le rôle de chacun et mettant un responsable à chaque poste. Un jour prochain, si vous le voulez, je pourrai vous donner plus de détails.

AFU : A court terme et à long terme, quels sont les projets de la NAF ?

GPW : A court terme et à long terme, la NAF voudrait en finir avec une conception statique et purement historique d'un « mouvement » qui ne serait, comme le disait Patrice Bertin, qu'un « musée Charles-Maurras » ou un conservatoire plus ou moins bien tenu ; la NAF doit être tournée vers l'avenir, sûre d'elle-même, puisqu'elle s'appuie sur la pensée d'un homme comme Charles Maurras.

AFU : Quelle est, très exactement, face à la « révolution culturelle » qui s'amorce en France, la mission intellectuelle de la NAF ?

GPW : Je prends le terme « révolution cul-

turelle » pour ce qu'il est et ce qu'il vaut. Souvenons-nous de ce que disait Maurras, « qu'il ne faut pas tirer au canon contre les idées ». Le travail de la Contre-Encyclopédie qu'il a inauguré au début de ce siècle est plus exaltant, plus libérateur, et en même temps plus civilisateur que n'importe quel autre. Il répond à l'attente de tous ceux qui « osent imaginer — et c'est une autre formule de Maurras — autre chose que ce qui existe ».

AFU : Nous avons été accusés de « gauchisme », sans doute en raison d'une mauvaise compréhension de nos thèmes de propagande. Qu'entend la NAF, lorsqu'elle dit vouloir organiser un « mai royaliste » ?

GPW : La NAF veut dire que nous ne sommes pas des conservateurs apeurés, et que la réaction de défense, en mai 1968, d'une partie des Français contre ce qui se produisait dans la rue et les universités, était pour partie assez comparable à la réaction d'un homme comme Thiers en face de la Commune. Nous devons avoir l'audace d'être Français tout entier et de concevoir un autre ordre que l'ordre moral qui régnait à Versailles ou que cet ordre, non moins moral, qui régnait à une autre époque à Varsovie. En un mot, si nous ne sommes pas pour la politique de la table rase, nous n'avons non plus aucun raison d'être satisfaits de tout ce qui se fait ou se défait sous nos yeux dans un régime qui rassure les bonnes âmes, mais où l'on trouve pourtant tant de références marxistes. Je ne tiens pas tellement au mot de « contestation », vous le remplacerez si vous voulez par ceux de « critique radicale » du système actuel, c'est-à-dire de la démocratie.

AFU : Ceci repose le problème d'une stratégie globale d'Action Française. Comment peut-on, à la veille du XXI^e siècle, restaurer la monarchie ?

GPW : Je dirai ceci : autant il est vrai que le corps d'analyses et de doctrine que nous avons reçu de Maurras est intangible, autant il est clair qu'un bon général doit réviser sa stratégie en fonction des ennemis qu'il doit affronter. Je suis persuadé que nous entrons, à l'aube du XXI^e siècle, dans la crise des libertés humaines, confisquées par la dernière expression des démocraties modernes, qui s'appelle la technocratie. C'est aux Français brimés, tyrannisés dans leurs communes, leurs métiers, leurs provinces, dans tous les incidents de leur vie, que notre propagande doit s'adresser. Nous leur montrerons pour les convaincre, que le retour à la monarchie c'est, par la restitution d'une autorité traditionnelle, le retour aux libertés qui sont le sens de leur vie. Avec Maurras, j'ai confiance, ils finiront par se laisser convaincre par nos raisons et par les faits.

CAMP D'ETE 1971

du 18 Juillet au 1^{er} Août

VIE DE LA N.A.F.

I.P.N.

« Il n'y a qu'une seule Action Française ». Ces mots du bâtonnier Lemaignan donnèrent le ton de la première réunion publique organisée par la Nouvelle Action Française, le mercredi 28 avril dans la salle du 44, rue de Rennes, salle trop petite pour contenir sept cents auditeurs enthousiastes. Patrice Bertin montra ensuite quelle était la nature de notre mouvement :

« L'Action Française ne sera jamais un musée Charles-Maurras fermé le dimanche et les jours fériés. Nous sommes à la fois contre-révolutionnaires et révolutionnaires, car notre but est de détruire la République par tous les moyens ».

Puis Bertrand Renouvin et Gérard Leclerc expliquèrent les grandes lignes de la stratégie royaliste. Le coup de force suppose la réforme intellectuelle et morale de quelques-uns et la prise en mains du pays réel qui passe par la conversion des Français « actifs » aux solutions d'A.F.

M^e Wagner conclut en affirmant sa foi dans la Nouvelle Action Française et la réunion se termina par « la Royale », chantée par l'assistance unanime.

notre presse

Malgré un fort tirage, le numéro d'A.F. Université du mois de mai (avec l'étude pays réel-pays légal) a été épuisé en dix jours. A Paris notamment, les ventes ont plus que doublé et en province toutes les commandes n'ont pu être satisfaites. La Nouvelle Action Française (lettre hebdomadaire royaliste) a pris également un bon départ. Il faut que les militants s'y abonnent et vendent à la criée un journal que son prix modique permet d'écouler facilement et qui prépare la sortie d'un hebdomadaire à grande diffusion, à la rentrée prochaine.

congrès étudiant

Le 8 mai à 16 heures, cinq cents délégués parisiens et provinciaux des étudiants de la Nouvelle Action Française se sont réunis à la faculté de Droit de la rue d'Assas afin de définir le rôle exact de l'université dans la stratégie globale d'Action Française. Jean-Claude Botrel, secrétaire national des étudiants a tout d'abord passé la parole à Marc-Henri Perrin qui a dressé le bilan des années écoulées et montré comment l'action étudiante avait été bloquée par l'absence d'une stratégie générale.

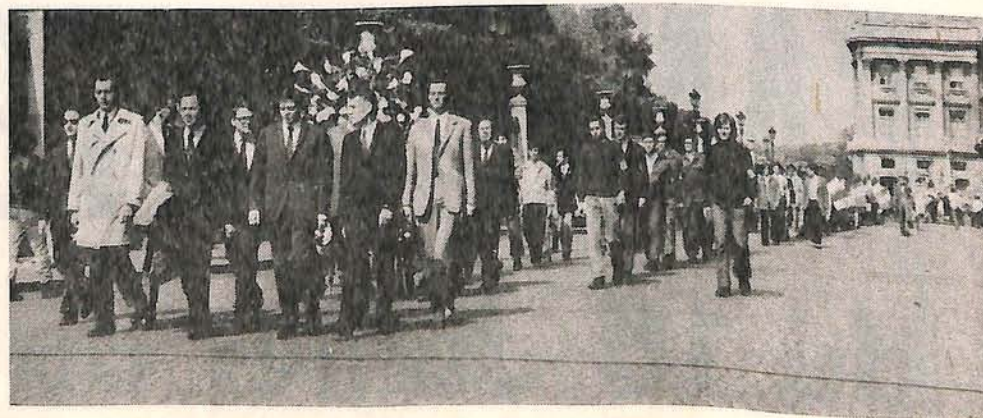


Rassemblement étudiant du 8 Mai

Puis Francis Bertin expliqua le rôle de l'U.N. L.A.C. dans le combat d'Action Française : il ne s'agit pas de replâtrer le faux ordre fauriste dans les lycées, mais de soustraire les lycéens à l'enseignement démocratique afin d'en faire les cadres indispensables à la royalisation du pays. Jean-François Chêneval s'attacha ensuite à démontrer comment la République dénature les notions d'ordre et de liberté : alors qu'il faudrait les concilier, la République en optant tantôt pour l'une, tantôt pour l'autre les transforme en dictature ou en anarchie. A l'université comme ailleurs, nous devons donc prouver qu'elles ne sont pas incompatibles et ceci contre les libéraux et les conservateurs. Gérard Leclerc montra quel était la véritable nature du danger gauchiste : ce ne sont pas tant les groupuscules gauchistes qui sont inquiétants que la révolution culturelle qui se produit dans les lycées et à laquelle on ne pourra répondre que par une contre-révolution culturelle. Enfin Bertrand Renouvin envisagea différentes hypothèses du coup de force et fit l'historique des différentes stratégies de l'Action Française dans le passé. Il montra que toute hypothèse stratégique doit être précédée d'une analyse sociologique du pays réel et annonça la sortie prochaine d'un manifeste royaliste qui définira plus précisément la stratégie de la Nouvelle Action Française.

Jeanne d'Arc

Malgré des difficultés de dernière heure (le lieu de rendez-vous ayant dû être changé), cinq cents parisiens environ ont participé au défilé traditionnel de Jeanne d'Arc. Sous la conduite des Comités directeurs de la Nouvelle Action Française, le cortège a remonté la rue de Rivoli pour fleurir la statue de Jeanne, symbole de la lucidité et du nationalisme intégral.



Hommage à Jeanne d'Arc

opération "portes ouvertes"

L'après-midi, une opération « portes ouvertes » était organisée dans les locaux de la Nouvelle Action Française, 17, rue des Petits-Champs. De nombreux cadres d'Action Française qui n'avaient pu trouver leur place dans les structures du mouvement royaliste une fois le service militaire terminé sont venus visiter les locaux et entendre Jean Toubanc et Gérard Leclerc expliquer nos projets à venir et la méthode de travail que nous adopterons désormais : se fixer des objectifs précis et les tenir, organiser l'A.F. en vue du coup de force, en bref suivre l'exemple de l'héroïne qu'on fêtait ce dimanche.

préparer l'avenir

Cette fin d'année scolaire doit marquer un nouveau pas dans le développement de la Nouvelle Action Française avec la tenue, vers la mi-juin, d'un meeting parisien. D'autre part, le camp des étudiants de la Nouvelle Action Française revêtira cette année une importance accrue. En effet il s'agira de préparer le congrès national étudiant qui se réunira au début du mois d'octobre pour préciser les mots d'ordre et l'organisation qui découlent des thèmes développés à Assas le 8 mai. Aussi militants et sympathisants sont-ils invités à tout mettre en œuvre pour que notre grand meeting et le camp soient des succès.

Maurras et le socialisme

Dans son étude sur l'Action française, l'historien allemand Ernst Nolte a prétendu que Maurras n'avait qu'une « vision primaire » du socialisme.

L'étude des textes ne permet pas de souscrire à un tel jugement. Jusqu'en 1900 en effet, Maurras se définit lui-même comme socialiste et, dans la première édition de *Trois idées politiques*, il décrit la Monarchie comme un Etat « hiérarchique, socialiste et communautaire ». Loin donc de critiquer le socialisme au nom de positions conservatrices qui n'ont jamais été siennes, Maurras adhère à cette doctrine et utilise couramment le terme. Il s'en servira encore dans le numéro du 15 novembre 1900 de la Revue d'Action française.

En présentant les « Aphorismes de politique sociale », Maurras écrivait de son auteur : « Le marquis de La Tour du Pin est bien connu pour le plus ancien et le plus parfait des théoriciens de la Politique et de l'Economie traditionnelles. C'est un monarchiste socialiste ou, plutôt, un socialiste monarchiste : car, pour lui, l'idée de société est bien antérieure et de beaucoup supérieure à l'Etat. Certes, il exige que l'on reconstitue un Etat français. Mais il exige plus vivement encore que l'on refasse nos organes de travail social ».

La Tour du Pin n'accepta pas qu'on le qualifie de « socialiste ». Dans sa réponse à Maurras, il écrivait que « si (socialiste) veut dire pénétré de la nécessité des plus profondes réformes sociales et particulièrement dévoué à l'émancipation réelle des classes ouvrières par la reconnaissance d'un droit qui leur soit propre et le rétablissement d'un état de la propriété qui leur soit favorable, oh ! alors j'ai acquis par d'obscurs mais tenaces efforts le trait que vous m'attribuez ».

« Mais je ne voudrais pas pour cela compter dans l'école qui prétend substituer à l'organisation naturelle et historique de la société une organisation artificielle et contre-nature, dont la conception ne saurait se justifier que par sa déduction logique des principes de la Révolution » (1).

Cette lettre de La Tour du Pin amena Maurras à réexaminer l'ensemble de la question, puis à livrer ses conclusions aux lecteurs de la Revue grise. Pour le chef de l'Action française, le mot socialiste a l'avantage de marquer chez ceux qui en usent une nette opposition aux principes libéraux. C'est pitié, remarque Maurras, d'entendre les libéraux plaider en faveur de la liberté du travail individuel dans la grande industrie.

Si l'on observe le travail dans les sociétés modernes, on constate que l'individu s'y trouve noyé. Ce qui travaille, « c'est une masse d'atomes sans différenciation personnelle, et dont les éléments sont entièrement dénués de valeur économique, de valeur économique propre : ils ne valent que par leur juxtaposition et l'addition de leurs particules identiques. C'est leur association qui travaille, bien plus que leur personnalité. En tant que travailleurs, ils sont société avant que d'être individus » (Maurras). Ainsi, ce travail ne pouvant être que social

dans la grande industrie, l'organisation y est nécessaire. En son sens minimum, conclut Maurras, l'emploi du mot socialiste témoigne de cette nécessité de l'organisation du travail. D'autre part, et dans son sens le plus général, le même mot désigne « l'organisation du travail national tout entier ou, en termes philosophiques, la pénétration de l'idée de propriété par l'idée de société ».

On retrouve ici une des idées fondamentales de Maurras, selon laquelle la propriété doit être d'abord une fonction sociale. En effet, Maurras, loin de vouloir conserver la propriété telle qu'elle est conçue à son époque, veut la transformer de telle sorte que le propriétaire redevienne ce qu'il était avant la Révolution : un usufruitier, un fonctionnaire de la Société. Or l'usage du mot socialiste manifeste clairement cette conception du rôle du propriétaire.

Pourtant, Maurras conclut sa réflexion par la nécessité de ne point user de ce concept. C'est que le socialisme sous-entend la destruction de la propriété privée : alors qu'il est purement politique et strictement national par sa racine comme par sa signification, il paraît antipolitique et antinational, il évoque l'anarchie. « Quoi de plus anarchique » en effet, demande Maurras, « qu'un attentat, légal ou non, contre la propriété des personnes ? On ne peut donc conseiller à un parti ou à un groupe d'en faire usage ». Ce n'est donc pas à cause de son contenu réel, mais parce qu'il est équivoque, que Maurras rayera le terme de son vocabulaire. Et cela d'autant plus que l'utilisation du mot socialiste est devenue l'apanage des marxistes. Or, pour Maurras, le socialisme tel qu'il est conçu par les disciples de Marx est à rejeter absolument et ceci pour deux raisons : d'une part, le socialisme marxiste ne veut considérer les problèmes politiques et sociaux que du point de vue de la classe, et d'autre part, il s'efforce d'organiser le travail en fonction d'une mystique égalitaire.

Pour Maurras, les socialistes ne sont pas fondés à s'opposer à l'individualisme libéral au nom du droit de la collectivité. Car la collectivité telle qu'ils la conçoivent n'est pas la société humaine par excellence, c'est-à-dire la nation, mais seulement une partie de la nation, à savoir la classe des travailleurs manuels. Conception extrêmement restrictive puisqu'elle écarte tous ceux qui travaillent intellectuellement, tous ceux qui s'efforcent d'alléger ou de faciliter le travail de la classe ouvrière.

Le socialisme ne considère donc jamais l'intérêt de la société protectrice pas plus que celui de l'industrie nourricière. Aussi l'ouvrier perdra-t-il de vue la fabrication du produit dont il vit, pour ne plus considérer que ceux qui travaillent ce produit avec lui et de la même manière que lui. « Sur quoi, montre Maurras, le socialisme dira orgueilleusement qu'il voit l'Homme et non pas la Chose. Mais son orgueil le trompe. Car il ne retient là, que le rapport de la Chose et de son Moi : de ce qu'il appelle l'Homme, il ne retient que la portion d'humanité qui lui ressemble et qui vit de la même vie apparente et sensible que lui, sans égards au plexus des causes immédiates qui

interviennent. Et tout ce qui n'est pas cette portion privilégiée est offert, proposé, présenté pour ennemi. La classe doit donner, lutter, militer, combattre, jusqu'à l'élimination des classes différentes, qu'elles disparaissent en douceur ou autrement... » (2). Mais, prévoit Maurras, le triomphe du Proletariat ne marquera pas l'aboutissement du combat des socialistes. Même vainqueur, même s'ils parvenaient à anéantir la bourgeoisie, les socialistes seraient rapidement obligés, par la nature même du travail humain, à reconstituer une nouvelle classe dirigeante.

L'évolution des pays socialistes, qui est venue confirmer les prévisions de Maurras, montre que le ferment égalitaire qui est contenu dans le socialisme courant est contradictoire avec cette doctrine. Après la mystique de la lutte des classes, c'est là le second point qui sépare Maurras des socialistes. Selon lui, le socialisme a raison de s'opposer à tout régime de travail inorganique, à tout individualisme anarchique. Il a raison de vouloir organiser ce travail et c'est là l'aspect positif de cette doctrine. Mais le socialisme veut organiser ce travail au nom d'un individualisme idéal qui ne peut se traduire dans les faits et par rapport à un individu réel qui exige une organisation hiérarchique : « cet individu divers et inégal des socialistes », montre Maurras, « est conçu comme égal à tout autre individu : on ne l'aperçoit nulle part. L'individu qui existe, fût-il ouvrier manuel, ne peut s'appliquer au travail que selon les lois de ce travail social humain, lesquelles fabriquent des distinctions, des différences, des rangs, des degrés et des hiérarchies dans la mesure même où l'on fabrique quelque chose. Le socialisme est ainsi conduit à se dévorer dans les Nuées ou à se contredire sur le sol ferme » (3). Ainsi pour Maurras « ce socialisme n'est pas socialiste » puisqu'il constitue « une tentative d'organisation du travail au profit de l'égalité » (4). Le socialisme est donc démocrate, puisqu'il applique à la vie sociale l'égalité que la démocratie impose à l'Etat quand elle fait naître celui-ci du Nom-bre.

Pour que le socialisme soit enfin socialiste, il faudrait, et Maurras le répètera toute sa vie, qu'il renonce à la partie démocratique qui le compose et qui le mène. Car on ne peut faire disparaître l'anarchie économique sans renier l'égalité, car on ne peut organiser au profit d'une égalité qui est, dans son essence facteur de désorganisation. Alors ce socialisme redeviendra lui-même et il conviendra d'appliquer son programme qui aboutit au développement du syndicalisme, à l'organisation autonome et communautaire de tous les éléments du travail, à l'intégration du Proletariat dans la Cité et à sa promotion.

C'est là la solution, socialiste et aristocratique, que Maurras proposera pendant un demi-siècle.

Bertrand RENOUVIN

(1) Revue d'Action française, 15 novembre 1900.
(2) A.F., 1^{er} mai 1937.
(3) A.F., 1^{er} mai 1937.
(4) A.F., 18 octobre 1908.



POUR UNE STRATEGIE ROYALISTE

L'éditorial de Bertrand Renouvin et le dossier « pays légal-pays réel », publiés dans notre précédent numéro, ont suscité dans nos sections, parmi nos militants, et même en dehors de notre mouvement un débat passionné dont nous nous réjouissons. Enfin, les idées reprennent vie, enfin l'attention se porte vers ce qui fait la finalité de l'Action française. Nous ne pensons pas d'ailleurs être parvenus au terme de notre réflexion. Le document rédigé par le groupe de Grenoble constitue pour nous simplement une excellente base de discussion. De même, l'éditorial de Bertrand Renouvin se contentait d'indiquer quelques grandes lignes de force qu'il nous appartient maintenant de préciser. D'ores et déjà, sous la responsabilité de nos Comités directeurs, une équipe s'emploie à préparer d'autres documents. Ceux-ci permettront à nos dirigeants de définir la stratégie royaliste adaptée à notre temps dont tous nos militants ressentent l'impérieuse nécessité.

Avant que des décisions soient prises, avant même que les travaux préparatoires aient été rédigés, il est bon qu'A.F.U. et ses lecteurs continuent à explorer le terrain où nous aurons à manœuvrer. Pour ce numéro, nous nous contenterons de répondre à dix questions sélectionnées parmi celles qui ont été posées ces dernières semaines. Ces questions font surtout écho à des objections ou à des craintes formulées à la suite de la publication de nos premiers documents. Y répondre est cependant faire œuvre positive, cela permet d'apporter des précisions utiles.

Question : Un récent article du Figaro laissait entendre que notre opposition pays légal-pays réel n'était qu'une copie du schéma marxiste exploités-exploiteurs. Qu'en pensez-vous ?

Réponse : La distinction pays légal-pays réel a été élaborée par Maurras dans un contexte qui ne touche ni de près, ni de loin à la sociologie marxiste fondée sur le concept de lutte des classes. Il y a une « théorie maurrassienne des classes » absolument opposée à celle de Marx qui exclut toute parenté même dans les conceptions stratégiques. Le pays réel ne se ramène pas au prolétariat. Il y a certes un prolétariat qui souffre de la démocratie et qui peut se dresser contre elle. Mais il existe d'autres catégories sociales où nous pouvons trouver ces Français actifs indispensables à la royalisation du pays.

Question : Votre stratégie n'est-elle pas « gauchiste » ?

Réponse : « Gauchiste » est manifestement un terme polémique, qu'une personne un peu avertie ne peut prendre au sérieux. Disons que cette stratégie est révolutionnaire parce qu'elle vise à renverser le système démocratique, et contre-révolutionnaire parce qu'elle vise à le remplacer par un ordre monarchique au sommet et communautaire à la base.

Question : Qu'entendez-vous par « mai royaliste » ?

Réponse : Nous entendons par là une révolution du pays réel qui aboutirait à la restauration de la monarchie. Nous constatons qu'il existe un mécontentement général que le régime ne parvient pas à apaiser. Les causes de ce mécontentement ne sont pas conjoncturelles mais profondes. Le régime, incapable de supprimer ces causes, se contente de promesses vagues. Nous n'avons pas à nous aligner sur lui, mais au contraire à montrer que son existence constitue un obstacle insurmontable à l'instauration des structures nouvelles que requiert la France moderne.

Question : Ne pensez-vous pas qu'un nouveau mai profiterait pour le moment soit à la tendance dure du régime actuel, soit au parti communiste ?

Réponse : Effectivement. C'est pourquoi Bertrand Renouvin écrivait dans son éditorial : « Le drame serait que la révolte éclate maintenant : elle aboutirait à un échec puisqu'elle serait récupérée par un parti communiste qui, répétons-le, ne veut pas de la révolution. Et même s'il y était contraint, l'Etat qu'il instaurerait serait totalitaire, donc incapable de résoudre le malaise français ».

Si nous avons la certitude que le régime ne pourra pas supprimer les causes de révolte puisqu'il les entretient, il ne nous reste qu'à nous renforcer pour être capables un jour de prendre la tête d'une révolte que nous saurions faire aboutir jusqu'au renversement du système démocratique et du rétablissement de la monarchie.

Question : Ne faites-vous pas le jeu de la subversion en criant avec les loups ?

Réponse : Que la subversion marxiste utilise à ses fins certains mécontentements n'enlève rien à leur bien fondé. On ne lutte pas contre elle en justifiant le désordre et en

cautionnant le régime qui le suscite. Il nous faut, au contraire, montrer aux gens en révolte que les marxistes les entraînent dans une impasse et que nos solutions sont seules au contraire susceptibles de satisfaire leurs intérêts légitimes.

Question : Votre polémique contre les conservateurs n'atteint-elle pas indirectement des milieux traditionnels où l'A.F. a toujours conquis le meilleur de ses cadres et de ses militants ?

Réponse : Il ne s'agit pas de polémiquer. Il s'agit de déterminer les Français actifs, ceux qui peuvent être conquis à nos idées, utiles à notre œuvre. Les milieux traditionnels ont sauvegardé des vertus morales et civiques d'attachement à notre patrimoine de civilisation. Il n'est pas question de les rejeter. Bien au contraire, il est souhaitable qu'ils continuent à donner à l'A.F. un recrutement important. Toutefois, il faudra que ces milieux approfondissent les raisons de leur attachement à certaines valeurs et qu'ils étudient avec plus d'attention certains problèmes modernes qui leur échappent. Faute de cela, ils risqueront petit à petit de se replier sur eux-mêmes, de ne plus exercer d'influence ; les familles traditionalistes pourraient perdre même tout contrôle sur leurs enfants livrés aux influences délétères qu'ils subissent partout dans la société démocratique.

Question : Vous donnez l'impression de penser que le danger communiste n'est plus menaçant.

Réponse : Pas du tout. Nous essayons au contraire de réfléchir à la nature de ce danger à partir de la stratégie que la direction du parti communiste a élaborée dans le cadre national et des données internationales de cette stratégie déterminées surtout par l'Union soviétique. Le parti a choisi pour le moment la voie légale et tente d'affermir ses positions dans les institutions légales. Combattre le régime, c'est donc également se battre contre le communisme.

Nous pensons par contre qu'il est dangereux de faire dépendre exclusivement les chances de l'A.F. de la réaction provoquée par un éventuel coup de force du P.C.. Pour deux raisons : 1) le P.C. a choisi une autre voie que celle du coup de force classique ; 2) attendre une réaction royaliste d'une « majo-

à propos
dela
C.F.D.T.P
POLITIQUE

SEUIL

Lecteurs d'A.F.-université depuis dix-huit mois, nous apprécions l'effort d'adaptation de la méthode maurrassienne aux conditions de la société post-industrielle fait par ce journal. Mais la note de lecture de Philippe Dartois sur la C.F.D.T. (A.F.-université de mars 1971) nous inquiète quelque peu :

— lorsque l'auteur, citant André Jeanson, laisse entendre que « la transformation de la pensée confédérale (notamment son abandon de la doctrine sociale de l'Eglise) concernant la lutte des classes a été la conséquence non de débats d'idées mais de la violence subie par les militants et les travailleurs », il fait abstraction du noyautage systématique de la vieille C.F.T.C. entrepris depuis 1945 par les groupes marxisants « Reconstruction ».

— De même, Dartois ne souligne pas assez le caractère idéologique de la pensée confédérale. La C.F.D.T., au nom de l'autogestion, enfourche toutes les chimères libertaires. C'est ainsi qu'Edmond Maire donne une préface complaisante au livre de Daniel Chauvey « Autogestion » (1), dans lequel l'auteur rejette toute notion de hiérarchie et exalte l'actualisation par chaque homme d'une « compétence fondamentale » égale pour tous, ce qui ressemble fort au thème marxiste de l'homme générique revu et corrigé par les faux messies de la démocratie chrétienne.

— L'idéologie de l'autogestion n'empêche pas au demeurant les bureaucrates de la C.F.D.T. de s'insérer par le truchement des « contrats de progrès » et autres conventions collectives ou accords nationaux dans le jeu néo-capitaliste et technocratique de Chaban et consorts (Delors, adjoint de Chaban aux affaires sociales, est d'ailleurs un ancien cédétiste).

Alors, nous vous en conjurons, ne faites pas trop de roman rose à propos de la C.F.D.T.

Un groupe de militants bordelais

Je commençais à désespérer de voir exprimer quelque part des objections intelligentes à un petit article qui n'était pas appelé à provoquer de tels remous. Vous me rassurez. Mais ramenons les choses à leur juste proportion : vos critiques fort pertinentes ne sont nullement incompatibles avec ce que j'écrivais ; l'article incriminé n'était guère qu'une note de lecture trop succincte, et si j'ai péché, ce n'est guère que par omission des vérités que vous soulignez fort à propos.

Néanmoins, on me permettra de m'étonner : l'homme qui m'attaque avec le plus de virulence a développé, en d'autres temps où l'hyper-conservatisme faisait loi chez nous, des thèmes autrement plus audacieux que je n'ai fait qu'actualiser. Il me semble en effet avoir lu dans certaine revue à couverture verte, sous la plume de cet homme qui se dit « monarchiste puisque communard », des pages d'une haute intelligence sur la renaissance de l'aristocratie ouvrière dont Maurras voulait faire le pivot de

rité silencieuse » anticommuniste est pour le moins assez hasardeux. L'expérience la plus récente montre que cette réaction sera « récupérée » par l'autorité légale en place.

Question : Vous vous appuyez tout de même sur des hypothèses. N'est-ce pas dangereux lorsqu'on prétend élaborer une stratégie ?

Réponse : En histoire, il y a toujours une part de déterminisme, une part de hasard et une part de liberté. Il ne peut donc y avoir de certitude absolue sur les événements à venir. Il suffit au politique de déterminer les hypothèses les plus probables.

Question : En soutenant que le coup de force communiste de type classique n'est pas envisageable, ne risquez-vous pas de démobiliser l'opinion nationale ?

Réponse : Demain, la situation peut changer. Si le coup de force se précise, nous le dirons et nous nous y opposerons par tous les moyens à notre disposition. Pour le moment, nous pensons que la meilleure façon de lutter contre la subversion est de lutter contre le régime institutionnel et tout ce qu'il sous-entend comme oppression sur les individus, les familles et les structures naturelles. Nous préconisons une stratégie offensive qui, loin de démobiliser les énergies, leur permettra au contraire de se dépenser au maximum pour atteindre le plus directement possible notre but.

Question : Vous avez l'air de sous-estimer la force des idées subversives.

Réponse : La lecture d'A.F. université ne peut guère corroborer cette impression. Une des grandes forces de l'A.F. a toujours été de s'appuyer sur une dynamique école de pensée. Nous sommes bien décidés à vaincre la révolution culturelle par les armes de l'intelligence. Cela compte beaucoup dans la stratégie que nous voulons élaborer et rendre effective.

En conclusion, nous disons à nos militants et à nos amis que nous sommes disposés à poursuivre ce débat. Qu'ils nous écrivent en faisant part de leurs réflexions et de leur expérience. Nous tâcherons d'en tirer le meilleur pour hâter la fin de ce régime et travailler à l'instauration de la monarchie traditionnelle, moderne et populaire, en un mot de la monarchie française.

Gérard LECLERC

la société française moderne. Or, qu'est-ce aujourd'hui que la C.F.D.T., sinon — et c'est sociologiquement vérifiable — un point de rencontre de cette élite des Français actifs ? Car, si les dirigeants de la C.F.D.T. peuvent à juste titre être qualifiés de bureaucrates et d'idéocra-

Les documents fondamentaux pour comprendre l'évolution de la C.F.D.T. commentés par :

René Bonéty ■ Maurice Bouladoux
Gilbert Declercq ■ Eugène Descamps
Albert Détraz ■ André Jeanson
Fredo Krumnow ■ Edmond Maire

tes gauchisants, il n'en reste pas moins que cette nouvelle élite sociale (ouvriers qualifiés, techniciens) se montre extrêmement sensible à certains thèmes développés à la C.F.D.T. et nulle part ailleurs, et que nous ne saurions pour notre part rejeter. A savoir :

- le contrôle par cette « aristocratie ouvrière » de l'utilisation des fruits de son travail ;
- la diffusion des responsabilités et des libertés dans le cadre d'une solidarité effective.

Notre rôle à nous — et c'est là qu'apparaît l'urgence d'une étude des implications sociales de notre stratégie — est de bien montrer à ces Français actifs la convergence fondamentale de ces aspirations — qui furent celles des syndicalistes révolutionnaires — avec les options des royalistes sociaux, notamment de La Tour du Pin qui prônait, ne l'oublions pas, la cogestion. Ceci étant souligné, il nous faut ensuite prouver que ces aspirations sont absolument contradictoires avec la référence à un Etat démocratique et au pot-pourri de mythes progresso-marxistes véhiculés par les dirigeants de la C.F.D.T. ; qu'au contraire, pour être satisfaites, elle exigent l'instauration d'un ordre social, la reconnaissance d'une hiérarchie naturelle qui n'a aucun rapport avec l'« ordre » bureau-technocratique de la « nouvelle société ».

C'est dans la mesure où cette catégorie de militants ouvriers, « Français majeurs », en révolte contre le désordre établi actuel se ralliera à la contre-révolution que nos idées pourront triompher. Il importe de ne pas se voiler la face devant la C.F.D.T. sous prétexte que ses dirigeants ont des objectifs peu compatibles avec les nôtres. Empiristes organisateurs, nous devons analyser les divers courants qui traversent la centrale, tenter de les capter avec un peu d'intelligence et de décision, afin d'en faire demain le véhicule des idées contre-révolutionnaires.

Philippe DARTOIS

(1) Le Seuil - Coll. Politique

LA REGION DANS LA STR D'ACTION FRANÇAIS

L'échec du projet référendaire de réforme régionale, le 27 avril 1969, dû essentiellement à une flambée d'antigaullisme dans le pays et non à une hostilité à la régionalisation, a néanmoins rendu le sujet tabou pendant plus d'un an. Mais le problème n'était pas supprimé pour autant. Les astuces de batteur d'estrade de J.J.S.S. d'une part, l'approche des élections municipales de l'autre, l'ont réactualisé. Face à la répugnance de Pompidou à toucher aux structures jacobines du pays, « réformistes » style Schreiber et socialistes reprennent à leur compte la critique de la centralisation, en analysent parfois avec finesse les méfaits les plus récents, essaient de capter à leur profit le malaise régional. Devant cette offensive, il importe que l'A.F. ne se laisse pas gagner de vitesse. Elle doit au contraire, plus que jamais, chercher à prendre la tête de ces « Français actifs » en révolte contre l'état jacobin.

Les thuriféraires gaullo-pompidoliens se sont servis des résultats du recensement de 1968 qui faisaient ressortir un ralentissement relatif de l'essor démographique de la région parisienne, une progression spectaculaire de certaines régions (Rhône-Alpes, Provence-Côte d'Azur), une diminution de l'hémorragie migratoire dans d'autres (Bretagne), pour prétendre que l'expression « Paris et le désert français » était désormais dépassée. En outre, ajoutaient-ils, un certain nombre d'indicateurs économi-

ques comme la consommation énergétique par tête d'habitant ou le parc automobile, prouvaient que l'expansion économique n'était plus le seul monopole de la région parisienne. En fait, ces résultats sont trompeurs. S'il est réel que certaines régions françaises connaissent un regain d'activité, il n'en reste pas moins que les méfaits de la centralisation sont générateurs de troubles graves aussi bien dans les régions en expansion que dans celles qui sont en perte de vitesse.

déséquilibre dans les régions riches...

Prenons le cas de la région Rhône-Alpes. Entre 1962 et 1968, elle a vu sa population augmenter de 10,3 % (moyenne nationale 7,1 %). Le solde migratoire est largement positif. Ses industries, soutenues par un capitalisme dynamique style Berliet, sont à la fois prospères et diversifiées ce qui évite le risque de crise globale dû à l'effondrement d'une seule branche industrielle ; elles s'appuient sur l'énergie hydraulique alpine et se caractérisent par la domination des activités de pointe : électro-metallurgie, fabrication de machines-outils de précision, pétrochimie et électro-chimie... L'urbanisation s'y accélère et les effectifs employés dans le bâtiment et les travaux publics ont doublé en dix ans. La puissance lyonnaise est telle qu'un homme comme Robert Lafont n'hésite pas à déclarer qu'il existe désormais à côté de « l'impérialisme » parisien, un impérialisme lyonnais qui par le biais de l'association inter-régionale « Grand Delta » (Rhône-Alpes-Provence-Languedoc) occupe progressivement les postes-clés de l'économie méridionale, fournit une proportion importante des cadres de l'industrie provençale, « colonise » le « domaine agricole de l'Est languedocien » (1).

Lafont expose en outre — et non sans raison — que le dynamisme lyonnais ou grenoblois s'explique par la position carrefour de la région Rhône-Alpes dans le sillon lotharingien, axe de l'Europe des Six.

Mais en analysant de plus près, comme le fait Claude Glayman (2) les données économiques, sociologiques et culturelles de la région Rhône-Alpes, on s'aperçoit que son développement n'est nullement synonyme de l'existence d'un pouvoir régional rhône-alpin et que par là-même, il est générateur de troubles graves pour la région.

Claude Glayman fait observer que les centres de décision économiques demeurent en majorité parisiens, que « Paris commande directement ou indirectement presque la moitié des salariés de Lyon et de St-Etienne, les chefs d'entreprise de la métropole (lyonnaise) séjournent en moyenne quarante cinq jours par an à Paris » (3). Pour ce qui est des villes moyennes de la région, sur 275 entreprises

enquêtées par Glayman, 22 seulement ont leur centre de décision à Lyon ou St-Etienne contre 58 à Paris. Le rôle d'animation de la métropole lyonnaise est tout aussi faible sur le plan bancaire car on constate que les industriels rhône-alpins, dès qu'il s'agit d'opérations bancaires importantes, tels les prêts supérieurs à 50.000 F, ne recourent qu'une fois sur trois à Lyon et le plus souvent à Paris.

Autrement dit, Rhône-Alpes et notamment la métropole lyonnaise ne servent que de cadre géographique commode au capitalisme technobureaucratique et centralisé. Ceci explique pourquoi la région maîtrise mal son développement et trop souvent n'arrive pas à l'ordonner au service de l'homme. Faute d'une politique d'aménagement urbain fondée sur la participation des collectivités locales et l'élaboration d'un schéma directeur d'urbanisme au niveau régional, on renouvelle sur le plan lyonnais l'erreur parisienne, c'est-à-dire que l'on développe banlieues et grands ensembles autour de la ville. Il est d'ailleurs significatif de constater qu'à l'origine de la réalisation du grand ensemble lyonnais de La Duchère (25.000 habitants), on trouve une Société para-étatique, la S.C.E.T. (Société Centrale d'Équipement du Territoire), la municipalité étant réduite à un rôle tout à fait subalterne. Moyennant quoi nos technocrates se creusent la tête après coup pour résoudre la quadrature du cercle et infuser une âme dans une communauté créée aussi artificiellement ! Il ne leur vient pas à l'idée de s'inspirer de la politique britannique des « expanded towns » qui s'efforce de développer les villes moyennes à taille humaine et d'y intégrer ainsi les populations immigrées. Seule, la réaction de la municipalité grenobloise, qui a créé une remarquable agence d'urbanisme, a permis de mettre au point un projet qui permettrait de développer simultanément le G.U. (Groupe Urbain) grenoblois et les villes alignées le long du sillon alpin et de la cluse de Grenoble. Il reste à voir si la bureaucratie étatique laissera à la municipalité de Grenoble la possibilité de réaliser ses objectifs.

L'absence de pouvoir régional, de même, ne permet pas de concilier le développement du tourisme et celui du phénomène des résidences secondaires avec les nécessités de préserver l'environnement. Le scandale du Parc naturel de la Vanoise, amputé et défiguré afin de permettre une opération commerciale de grande envergure, en est un exemple type.

Sur le plan culturel, Rhône-Alpes est également un échec. Certes, à Lyon, des tentatives de renouvellement culturel marquées par l'action du peintre Max Schoendorff, de Plan-VIII^e et de Louis Erlo à l'Opéra ont eu un certain retentissement puisque l'Opéra de Paris, regards vers Lyon pour y trouver des recettes de renouvellement. Mais il est significatif que ces réalisations culturelles ne doivent pratiquement rien au terroir régional. Les expériences culturelles lyonnaises relèvent d'un théâtre d'avant-garde, naturellement fortement engagé à l'universalité par la médiation d'une culture locale ce qui, à l'heure où les mass-media véhiculent une culture standard à travers toute

réorganisation du service abonnements

Par souci d'efficacité, les avis de renouvellements que nous faisons parvenir à nos abonnés vont désormais être expédiés par vagues trimestrielles, à l'avance, et non plus mensuelles.

Nous prions nos lecteurs-abonnés de bien vouloir se conformer à toutes les indications que ces avis contiennent, afin de faciliter le travail de notre service abonnements.

Plus particulièrement, il est recommandé de bien remplir les titres de paiement (chèques, virements) et de les accompagner des indications sur la nature de leur versement (abonnement d'un an, deux ans, etc..., abonnement étudiant, de soutien, etc...).

excuses aux lecteurs

La Direction et la Rédaction d'A.F.-Université présentent leurs plus vives excuses à ceux de nos lecteurs qui n'ont pu obtenir normalement soit notre numéro d'avril, soit notre numéro de mai.

En effet, épuisés à notre siège chacun au bout d'une dizaine de jours, ces numéros n'ont pu être envoyés à tous ceux qui le demandaient. Les abonnés nouveaux ne sont donc servis qu'à partir de ce mois.

Le tirage du numéro de juin est largement supérieur, afin d'éviter ces inconvénients. Profitez-en !

A.F.U

STRATEGIE

la planète, est une nécessité vitale pour combattre le déracinement sur place. On voit d'ailleurs mal comment la région Rhône-Alpes, même dans le cas où serait instauré un authentique pouvoir régional, permettrait la renaissance d'une vie culturelle régionale. C'est que son unité est purement économique et nullement historique. Pour sauvegarder et développer les valeurs culturelles régionales, il serait donc indispensable de faire de Rhône-Alpes ce qu'elle est réellement : une Fédération de provinces imbriquées économiquement les unes dans les autres mais dotées de pouvoirs propres sur le plan culturel. Ainsi seraient satisfaites par exemple les revendications d'un régionalisme savoyard dont le renouveau s'affirme nettement depuis quelques années.

...comme dans les régions sous- développées

Néfastes dans les régions en expansion, la centralisation entraîne des conséquences de plus en plus catastrophiques ailleurs, avec cette circonstance aggravante que les régions en perte de vitesse sont le plus souvent celles qui ont une position marginale dans l'Europe des Six et sont délaissées par le grand capitalisme.

Comment d'ailleurs pourrait-il en être autrement dans l'état actuel des choses ? L'état bureaucratique joue la carte de l'Europe et néglige l'extrême Ouest trop excentré par rapport à l'axe Rhône-Rhin. Alors que Brest se trouve à proximité des routes commerciales les plus fréquentées du monde, ni le V^e ni le VI^e plan n'ont prévu d'y installer un « port d'éclatement » où relâcheraient les gros pétroliers. Le complexe pétrochimique de Brest sera tout juste suffisant pour alimenter les besoins énergétiques bretons et ne pourra servir à fournir la matière première d'une industrie lourde, condition de toute industrialisation. Nantes, choisie pourtant comme une des huit métropoles d'équilibre nationales, n'est guère mieux partagée à cet égard. Les décentralisations qui s'y effectuent concernent essentiellement les éléments de production — comme le reconnaît M. Bovar, secrétaire général adjoint de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes, — et non les « intellectuels ». Et ceci à l'heure où 1.000 étudiants entrent dans les I.U.T. et les Facultés scientifiques de la ville. Quant aux villes moyennes, (Lorient, St-Brieuc, Vannes, Quimper, etc...), aux ports atteints par la crise de la pêche, leur pouvoir d'attraction sur leur arrière-pays est fort faible. Comment s'étonner, alors, de la colère bretonne, de l'attachement, face aux menaces d'exode, au terroir et à la langue bretonne qui connaît un essor important même en pays « gallo » (Est de la Bretagne, où elle n'a jamais été parlée) ? Nous assistons là à un

phénomène d'acculturation d'une population menacée de perdre à la fois son âme et la possibilité de vivre décemment sur son sol.

La situation n'est pas plus brillante dans les pays de langue d'Oc (1). Là, la bourgeoisie locale n'a pas su s'associer aux trusts parisiens et étrangers comme dans la région lyonnaise. Il en résulte une mise à l'encan dans le cadre européen de la Provence et du Languedoc. Les complexes pétroliers de Fos et de Frontignan, qui sur le plan industriel constituent le pied méditerranéen de la Lotharingie moderne, sont aux mains de Mobil-Oil pour le second, de Shell et d'Esso pour le premier, tandis que la sidérurgie, associée à la pétrochimie à Fos, sera dominée par De Wendel qui importera ses cadres de Lorraine. Le tourisme n'aboutit qu'à des opérations immobilières de grande envergure, financées entièrement par des capitaux étrangers à la région et à la constitution d'une vie factice l'été, reflet de la vie parisienne d'où les « autochtones » sont exclus : le festival d'Avignon recrute parmi ses spectateurs autant de Parisiens que d'Avignonnais. Et R. Lafont se demande avec raison ce qu'est devenu le public « local, enthousiaste et populaire » qui se pressait avant 1914 aux chorégies d'Orange !

Et mieux vaut ne pas parler du « boom » démographique provençal ou languedocien. Il est purement conjoncturel et provoqué par l'afflux des Pieds-Noirs en 1962. Il ne sert qu'à masquer la décadence de ces régions.

Quant à l'Aquitaine, de l'aveu même du président de son Comité d'expansion en décembre 1970, elle n'attend la fin de son atonie et son désenclavement que d'une hypothétique entrée de l'Espagne dans le Marché Commun qui mettrait fin à sa position excentrée !!

Les méfaits conjugués de la centralisation et du traité de Rome se font particulièrement ressentir dans les régions frontalières : faute d'avoir une métropole réellement autonome de la capitale, la Lorraine voit sa partie thioise graver de plus en plus dans l'orbite de Sarrebruck. L'Alsace, elle, est aspirée par le pays de Bade où vont travailler chaque jour des dizaines de milliers de frontaliers français cependant que la moitié des investissements allemands dans notre pays se concentrent dans les trois départements alsaciens-lorrains ! Enfin le Roussillon regarde de plus en plus vers Barcelonne.

pompidoliens, radicaux, et nouvelle extrême-gauche

Sentant l'ampleur du danger que pouvait faire courir à l'Etat le malaise régional, De Gaulle avait mis sur pied un projet de régionalisation tout en faux-semblants : l'Assemblée régionale munie de tous les pouvoirs en apparence se trouvait en fait sous la coupe du préfet de Région sur le plan administratif et sous la dépendance financière de l'Etat. Cette pseudo-décentralisation aurait néanmoins permis aux revendications régionalistes d'avoir une tribune. Cela, Pompidou ne l'a pas voulu : il a refermé et cadenassé la marmite en substituant à ce projet un insignifiant allègement de la tutelle sur les communes et un plan de constitution de fédérations de départements au niveau des régions de programme, fédérations qui n'auraient même pas la personnalité morale et dont les attributions seraient aussi incertaines que vraisemblablement restreintes.

En l'occurrence, Pompidou s'appuie sur les politiciens de conseils généraux dont la docilité au pouvoir central est bien connue, et enterme de la sorte le problème de la régionalisation. Il administre une fois de plus la preuve que la République, de peur de ne plus tenir en mains ses électeurs, se refuse à effectuer toute décentralisation sérieuse.

Il est vrai que face aux pompidoliens, les radicaux et la nouvelle extrême-gauche réclament l'instauration d'un pouvoir régional. C'est à vrai dire une constante de tous les partis républicains... lorsqu'ils sont dans l'opposition ! Mais il y a plus grave. C'est au nom du double mythe de l'Europe fédérale et de la libération d'ethnies brimées par la nation « francienne » que nos opposants réclament le pouvoir régional.

M. Servan-Schreiber a commencé à utiliser le thème du pouvoir régional en exploitant la rancœur de Nancy contre le pouvoir central à propos du tracé de l'autoroute de l'Est. Il a réussi de cette manière à se faire élire député en juin 1970. Or, ses slogans favoris durant la campagne ont été « Amenons l'Europe en Lorraine », « Seule l'Europe sauvera la Lorraine ». Et sur ce, il invite un certain nombre de capitalistes allemands dont l'ex-banquier nazi Abs à investir en Lorraine. Cette « régionalisation » ressemble fort à une colonisation par le capital étranger ! En novembre, il abat son jeu en refusant de faire figurer dans une réunion tenue à Nancy le drapeau français aux côtés des drapeaux lorrains et européens, ce qui est une façon claire de dire que l'on se sert du régionalisme uniquement pour défaire la France au profit de l'Europe des trusts. Depuis, J.J.S.S. — sans doute rendu prudent par la fessée que les militants d'Action Française lui ont infligé à Angers — s'est un peu calmé. Son dernier ouvrage *Le Pouvoir Régional* se borne à faire des suggestions techniques — au demeurant assez judicieuses — concernant le développement du pouvoir financier et administratif des communes. Son régionalisme n'en reste pas moins une dangereuse escroquerie.

Quant à la nouvelle extrême-gauche, par haine d'une France qui aurait selon elle opprimé les ethnies minoritaires : ...Bretagne, Occitanie, Pays Basque, Flandre, Corse, Alsace, etc..., elle souhaite la disparition de la nation France et rêve, elle aussi, d'une Europe des Régions. M. Robert Lafont, animateur du Comité Occitan d'Etudes et d'Action est le représentant le plus significatif de cette tendance. M. Lafont reproche à l'unité française de s'être faite au prix de la conquête par St-Louis d'un Midi qu'il appelle « Occitanie » (alors qu'il n'y a jamais eu d'entité politique occitane de Bordeaux à Nice et que le mot a été forgé après la conquête par les rois de France !!). Mais où a-t-il vu des nations se former spontanément par libre adhésion de leurs habitants ?

A ce compte, M. Lafont, lorsqu'il défend la langue d'oc n'est guère logique avec lui-même : la langue d'oc est une langue latine. Or la romanisation du Sud de la Gaule fut jadis imposée manu militari. En bonne logique lafontienne, une désaliénation du Midi devrait conduire à la restauration des parlers celto-ligures antérieurs à la conquête romaine ! Par haine de la France, M. Lafont se proclame dans son dernier ouvrage, *Décoloniser en France*, européen. Mais de quelle Europe s'agit-il ? L'Europe des trusts ? M. Lafont lui-même apporte des preuves accablantes de la colonisation du Midi par le capital germano-américain grâce au traité de Rome. A cette Europe, il oppose l'Europe socialiste des peuples. Voici un pari bien naïf et dangereux. Croit-il vraiment que dans une Europe socialiste où l'autogestion serait instaurée, à tous les niveaux, les rivalités

nationales disparaîtraient ? Que les ouvriers allemands ne se sentiraient pas au moins autant allemands qu'ouvriers et ne chercheraient pas à assurer leur bien-être aux dépens le cas échéant des camarades français ? Jaurès, déjà, à la veille de la guerre de 14 affirmait que jamais, au grand jamais, les ouvriers allemands n'accepteraient de tourner leurs armes contre les prolétaires Français. On sait ce qu'il en advint...

pour une révolution régionaliste d'Action française

La démocratie, en définitive, soit pour des raisons électorales, soit pour des raisons idéologiques, ne peut que réaliser une centralisation jacobine à l'échelon national ou une colonisation des régions dans le cadre européen. Face à cette impuissance criminelle, l'analyse d'Action Française est plus que jamais actuelle. Ce n'est en effet que dans le cadre de la nation conçue comme une amitié et une solidarité entre ses membres que le « décollage » des régions en retard pourra s'effectuer. Mais la nation ne redeviendra une amitié que dans la mesure où l'Etat ne sera pas l'émanation d'un groupe de partis contre un autre et ne sera pas contraint de brimer les citoyens sur le plan des libertés locales, afin de les conditionner en tant qu'électeurs par le jeu bien connu de la subvention étatique accordée ou refusée à telle ou telle collectivité locale selon qu'elle votera bien ou mal. Ceci suppose le rétablissement de la Monarchie dégagée par nature des servitudes de l'élection. Alors, pourront renaître des « républiques » communales, provinciales et régionales, l'Etat n'intervenant que comme arbitre en cas de conflits d'attribution de compétences ou de délimitations territoriales entre ces « républiques ».

Mais il serait utopique de croire que ces vérités de salut public s'imposent toutes seules surtout après un siècle et demi de bourrage de crâne démocratique. Il ne suffit pas de prêcher « in abstracto » la Monarchie, il faut également prouver le mouvement en marchant.

Dans un premier temps, chaque section d'A. F. se doit de constituer un groupe de travail concernant sa région, notamment dans les zones où le problème régional est particulièrement aigu (Bretagne, Languedoc, Provence...). Ces groupes auront une tâche théorique : ils devront étudier les dégâts anciens et récents provoqués dans la région par la centralisation républicaine et depuis dix ans par le Marché Commun ; il leur faudra ensuite opposer à cette situation celle qui caractérisait la province sous la Monarchie et montrer que s'il y a eu de la part de nos rois une certaine centralisation, d'ailleurs assez souple et modérée, elle était due uniquement à la nécessité de renforcer l'Etat et de constituer la Nation face aux Féodaux : dans le cadre de cette étude il serait bon de faire ressortir avec exemples à l'appui les tendances décentralisatrices de la Monarchie sous le règne de Louis XV et surtout sous celui de Louis XVI, c'est-à-dire à une époque où l'unité nationale était définitivement réalisée ; enfin ces groupes devront chercher à élaborer des solutions adaptées aux conditions propres à leur région. Pour cela, ils devront essayer de s'assurer le concours de représentants de disciplines diverses : géographes, économistes, urbanistes, sociologues, etc...

Dans un deuxième stade, les militants issus de ces groupes devront chercher à faire adopter leurs solutions — *conclusion politique incluse* ! — par les milieux régionalistes. Leur effort, sauf exception, ne devra pas se porter vers les notables locaux traditionnels trop sou-

vent habitués à l'asservissement à l'égard de l'Etat, ni à plus forte raison vers les archéologues du folklore régional !! Ils devront plutôt chercher le contact des « couches nouvelles » qui luttent pour la survie de leur région : militants syndicalistes ouvriers et agricoles, ingénieurs, techniciens et cadres, universitaires. Ne nous dissimulons pas que sur ce terrain nous avons plusieurs longueurs de retard sur la nouvelle extrême-gauche style P.S.U. Ce n'est pas une raison pour abandonner la partie, bien au contraire. Concrètement, on peut transposer au niveau de l'action régionaliste les consignes que l'un de nos maîtres — sur le plan intellectuel — Pierre Debray, donnait voici neuf ans dans « stratégie de la révolution nationaliste » (n° 64 de l'Ordre Français, pp 72-73) : « ...les cercles nationalistes, dès l'instant qu'ils auront acquis une situation prépondérante, dans une organisation de base, s'efforceront de l'étendre au plan provincial puis au plan national. Ce qui les mettra en rapport avec les autres cercles nationalistes travaillant le même milieu qu'eux. Ainsi se formeront tout naturellement ce que les communistes appellent des « fractions ». Prenons un exemple. Admettons qu'un cercle nationaliste obtienne la majorité dans une section syndicale. S'il se contente de ce résultat, il sera rapidement éliminé. Il faudra donc qu'il intervienne pour défendre son point de vue dans les congrès. Certes, au début il ne réunira, autour des motions qu'il présentera qu'un nombre insignifiant de mandats. Pourtant, des sympathies se déclareront. Des isolés qui jusqu'alors n'osaient pas élever la voix le rejoindront. A condition qu'une action identique soit conduite dans d'autres coins de France, une tendance se dégagera. Si elle a des chances sérieuses de renverser la direction réformiste (bureau-technocratique), la tendance se manifestera à l'intérieur du syndicat, au début par la publication d'un bulletin de liaison, sinon, il ne faudra pas hésiter à faire une scission et à monter un syndicat concurrent.

Il convient, en effet, de se persuader que c'est seulement à partir du jour où l'on contrôle une organisation de base si modeste soit-elle, fût-ce une mairie de village ou une coopérative d'une dizaine de membres, que l'on se trouve en mesure d'agir efficacement ».

Ces consignes doivent guider notre action régionaliste. Les militants d'A.F., agissant en groupe pour s'épauler et se surveiller mutuellement, afin d'amenuiser le risque de récupération de certains d'entre eux par l'ennemi, doivent s'attacher à conquérir tous les G.A.M. (Groupe d'Action Municipale), toutes les sections des organismes régionalistes du type Institut d'Etudes Occitanes, Comité Occitan d'Etude et d'Action, Ar Falz, etc..., qui ne seraient pas irrémédiablement tenus en main par les progressistes. A partir de ces succès partiels, ils pourront ensuite lancer un mouvement régionaliste d'A.F. d'ampleur nationale.

Paul MAISONBLANCHE

(1) R. Lafont : « Décoloniser en France ». (Idées, N.R.F.).

(2) Cl. Glayman « Liberté pour les régions ». (Fayard).

(3) Cl. Glayman op. cit., p. 286.



La Révolution a trouvé en Allemagne un terrain de choix et y a créé les germes des désordres internationaux dont nous supportons l'héritage. Le centenaire de l'unité allemande doit être pour nous l'occasion de rappeler quelques unes des analyses fondamentales d'Action française.

Au sens strict, l'Allemagne, ce sont les états ou l'état, qui portent ce nom. Au sens large, c'est la germanophonie, le domaine de la langue allemande, seul dénominateur commun d'un grand nombre de dialectes germaniques qui ont persisté jusqu'à nos jours. Ce n'est qu'une partie du monde germanique qui comprend également le domaine du scandinave, du néerlandais et aussi de l'anglais qui marque la limite avec le monde latin. Les deux notions d'Allemagne au sens strict et au sens large sont très liées puisque, comme nous allons le voir, le mouvement d'unification dont est issue l'Allemagne au sens strict avait pour but primitif l'unification de l'Allemagne au sens large. Ce sens large est le sens primitif du terme, courant avant le mouvement d'unification et usité encore de nos jours : les Tyroliens se qualifient volontiers d'« Allemands », on dit aussi les Suisses-allemands, etc...

Mais ni au sens strict ni au sens large l'Allemagne ne constitue une nation. Nous avons déjà défini la nation : son élément constitutif est un intérêt commun fondé sur un héritage et une vocation politiques communs. Or rien de ce genre n'existe dans le cadre de l'Allemagne. Il y a incontestablement un héritage allemand commun qui se situe d'ailleurs dans le cadre de l'Allemagne au sens large. Mais cet héritage est avant tout culturel et n'est pas un élément constitutif d'une nation. L'Allemagne est une « région » qui s'étend sur plusieurs nations.

Tout pays est porteur d'un double message. Avant d'être semeuse de désordre, l'Allemagne possédait un « pays réel » qui subsiste encore aujourd'hui.

une vocation diversifiée

La Prusse et le nazisme ont donné des pays de langue allemande une image caricaturale, complètement fautive, de lourdeur et de brutalité. Le vrai visage de ces pays est tout différent. Des plaines du Nord aux Alpes il présente une grande diversité mais possède un certain nombre de caractères constants. Il existe une véritable civilisation allemande, faite de grâce et de beauté et partie intégrante de la civilisation occidentale. Elle trouve son épanouissement à la fois dans les villes et dans les campagnes. Les germanophones de toutes les couches de la société sont partout très attachés à leur culture et à leurs particularismes. C'est d'ailleurs l'une des raisons de la survivance des dialectes, de certains costumes régionaux et de la préservation des architectures traditionnelles, tout cela étant beaucoup plus marqué que dans le monde francophone.

Allemagne réelle et Allemagne légale

Les germanophones sont très travailleurs et ont l'amour de l'ordre et de la propreté, ce qui frappe le voyageur venant des pays latins.

Sur le plan politique, ce qui caractérise l'Allemagne réelle est la défense tout à fait extrême des libertés. Les germanophones ont toujours manifesté leur désir de se gouverner eux-mêmes dans le cadre de petites communautés, s'opposant les uns aux autres et se montrant hostiles à toute tentative d'unification politique. Les solutions adoptées ont ainsi varié à l'infini selon les régions. Si la Suisse bourgeoise et paysanne des cantons primitifs a choisi de se séparer des Habsbourg, les paysans tyroliens ont trouvé au contraire leur solution dans leur intégration à l'Autriche. L'Alsace a trouvé une formule originale : devenir une province française, ce qui décernait un beau brevet de décentralisation au Royaume de France. Le Grand-Duché de Luxembourg constituait un Etat souverain. Certains pays allemands avaient conservé leur dynastie (Bavière). D'autres avaient suivi jusque dans ses ultimes conséquences le mouvement municipal pour constituer des villes souveraines (Hambourg, etc...). Tous s'étaient opposés à ce que le Saint-Empire ne devienne une réalité politique. Ces traditions politiques diversifiées à l'extrême montrent clairement qu'il n'existe pas de nation allemande. Les éléments constitutifs d'une nation ne sont pas réunis. L'Allemagne politique réelle est centrifuge.

L'impérialisme culturel dont font souvent

preuve les francophones est étranger à l'Allemagne réelle. Les Italiens du Trentin avaient toute possibilité d'utiliser leur langue et les Romanches et les Ladins ont toujours connu une coexistence harmonieuse avec le monde germanique. Au départ, l'esprit militaire des germanophones est une manifestation de leur amour de la liberté qu'ils sont prêts à défendre par tous les moyens.

le pangermanisme contre l'Allemagne

La médaille a son revers. La Réforme, point de départ de la subversion, s'est amorcée partiellement en Allemagne et y a trouvé un terrain de choix. L'adhésion au protestantisme a été l'occasion pour certains germanophones de manifester leur indépendance et leur particularisme. Le fait que les pays de langue allemande comprennent pour moitié des catholiques et des protestants est très significatif.

Privés de la discipline intellectuelle qu'ont imposé très tôt pour la France un régime politique unique propagateur d'ordre spirituel, et l'Académie française codifiant la langue et la littérature, les intellectuels allemands ont adhéré à partir du XVIII^e siècle à l'idéologie révolutionnaire et au subjectivisme romantique, ce dont ils n'avaient certes pas le monopole : ni Voltaire, ni Rousseau, ni Chateaubriand n'étaient allemands. Les forces révolutionnaires — bourgeoisie, capitalisme apatride — ont compris à cette époque quel atout majeur représenterait pour elles une Allemagne unifiée. La France révolutionnaire, encore marquée par des traditions nationales, était insuffisante. Il leur fallait comme champ de subversion mondiale un pays neuf coupé de toute tradition politique. C'est ainsi que les philosophes allemands ont lancé une théorie politique, le pangermanisme, destinée théoriquement à réunir en un seul Etat tous les pays germanophones. Avec la complicité des deux Empires français, ce projet a presque été réalisé, ce qui a provoqué deux guerres mondiales et un désordre international dont nous subissons encore les graves conséquences.

Le pangermanisme s'oppose complètement à toutes les traditions politiques allemandes. Il plaque sur les pays germanophones un « pays légal ». La Prusse, instrument de cette unification artificielle, a essayé de donner à l'Allemagne à partir de 1871, ce visage caricatural qu'on lui prête volontiers et dont le nazisme présente une tragique variante. Le pangermanisme est un nationalitarisme. Il est volontariste et n'est pas destiné à une stabilisation quelconque. C'est une doctrine de désordre. S'appuyant sur le mythe de la volonté et prenant comme critère supplétif une théorie raciale également mythique, les pangermanistes revendiquaient des pays francophones — Artois, Bourgogne, etc. Les Prussiens ont vainement tenté dans cette optique de germaniser la région francophone de Metz, de 1871 à 1918. Cet impérialisme ne se limite pas là : la race ger-

manique étant considérée comme supérieure, elle doit disposer selon le pangermanisme d'un « espace vital », aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est, quitte à chasser ou à exterminer les populations autochtones. Ce qui pourrait ressembler à une défense de l'héritage allemand commun n'existe même pas dans le pangermanisme : Hitler qualifiait de « sentimentalisme ridicule » les revendications des sud-Tyroliens, victimes de l'idéologie italienne correspondant au pangermanisme. Hitler et Mussolini se sont trouvés d'accord pour consacrer la frontière tout à fait contre-nature du Brenner, allant jusqu'à projeter ensemble une déportation des Sud-Tyroliens — Signalons que cette population continue de nos jours à refuser avec la plus grande vigueur de se laisser italianiser — Le pangermanisme nie l'héritage chrétien de l'Allemagne et se réfère à une mythologie prétendue germanique. Bismarck a livré contre le catholicisme le « Kulturkampf ». Les qualités allemandes d'ardeur au travail et d'esprit militaire sont déviées par le pangermanisme à des fins impérialistes.

Paradoxalement la défaite de l'Allemagne en 1918 a renforcé le pangermanisme. Les traités de 1919, comme l'a montré J. Bainville dans *Les Conséquences politiques de la paix*, ont consacré l'unité allemande par la suppression des monarchies locales et le démembrement de l'Autriche-Hongrie. Ces traités ont été l'œuvre des idéologues révolutionnaires et des Etats Confédérés qui considéraient l'Allemagne comme leur patrie. On se souvient de la phrase de G. Monod, arbitre de l'agrégation d'histoire dans notre enseignement supérieur, avant la guerre de 14 : « L'Allemagne est la patrie de tous ceux qui pensent ».

En revanche, les solutions adoptées après la guerre de 39-45 semblent favoriser un renouveau de l'Allemagne réelle. Laissons de côté les pays germanophones périphériques qui n'ont jamais abandonné leur vocation primitive sauf peut-être temporairement. La division de l'Allemagne est somme toute assez heureuse. La Prusse et sa centralisation ont été reléguées dans le monde communiste où elles ont trouvé un parfait épanouissement de leur personnalité... Berlin, pôle d'attraction séculaire, a été morcelé. L'Allemagne fédérale se trouve privée d'un foyer centralisateur et son fédéralisme très large lui offre la possibilité de se déprussianiser et de revenir à la tradition. Le découpage des Länder va en ce sens.

Malheureusement les vieux démons pangermanistes l'inspirent toujours. Les hommes politiques allemands travaillent tous à la réunification, comme de Gaulle les y a encouragés. Le pangermanisme trouve à l'Ouest une forme déguisée dans l'Européisme, inspiré par la technocratie, carrefour actuel des Etats confédérés.

Du fait qu'il n'y a pas de nationalisme sans nation, un mouvement contre-révolutionnaire d'ensemble est difficilement envisageable en Allemagne fédérale. La chance de l'Allemagne ne réside-t-elle pas alors avant tout dans une Contre-révolution en France ?

Pierre CHAZAL

AF université

Amitiés Françaises Universitaires

Nouvelle adresse :

**17, Rue des Petits Champs
PARIS 1^{er}**

Directeur : Michel Ledoyen

Directeur de la publication :
Yvan Aumont

Abonnement d'un an :

12 F — Etudiants : 8 F
De deux ans :

21 F — Etudiants : 13 F

C.C.P. A. F. Université Paris 1918-59

Société de Presse Berrichonne
5, Rue Macdonald, 18 - Sancerre

Photos Capra

LES VERITABLES DONNEES DU PROBLEME DE L'ENSEIGNEMENT LIBRE

La reconduction de la loi Debré sur l'aide à l'enseignement libre a rallumé la « guerre scolaire ». Au-delà des polémiques enflammées dignes du petit père Combes et des déclarations à la M. Homais du C.N.A.L. (Comité National d'Action Laïque) ou de M^e Cornec, c'est toute une conception de la société que la querelle scolaire met en cause.

problème scolaire

problème de civilisation

Les divergences au sujet des méthodes d'enseignement, des débouchés, des contrôles théoriques et pratiques masquent le désir de faire acquiescer à la jeunesse une « certaine structure mentale » déterminée par une option politique ou philosophique. A ce niveau, deux conceptions s'opposent fondamentalement. La première est celle de la contre-Révolution pour laquelle nous combattons : inculquer à l'enfant une tradition, préparer son insertion dans une société organique et communautaire. Dans cette optique, l'Etat ne joue qu'un rôle subsidiaire. C'est aux familles, aux collectivités locales, aux professions, d'assurer cet enseignement. Dans ce cadre, l'enseignement confessionnel trouve sa place, à condition bien sûr que son message ne soit pas négateur des fondements mêmes de la société, mais en constitue le couronnement. C'est ainsi que l'Eglise catholique se considérant comme la gardienne de l'ordre naturel (1) a assuré la quasi-totalité de l'enseignement sous l'Ancien Régime. Cette conception traditionnelle de l'enseignement suppose, sinon dans les principes, du moins dans les modalités d'organisation, de grandes différences entre les établissements qui reflètent la complexité et la diversité de la société. A l'opposé, les démocrates veulent faire de l'enseignement un moule révolutionnaire destiné à couper les jeunes de la tradition et à créer l'homme neuf « mesure de toute chose » et artisan prométhéen de son destin. Cette conception conduit dans un premier temps à

un enseignement totalitaire et bureaucratique destiné à briser tous les liens qui attachent les jeunes à leur héritage familial, régional, patriotique et religieux. Mais dans un deuxième temps, au nom de la liberté-principe, de la remise en question de tout héritage, elle débouche sur l'onirisme libertaire qui constitue l'aspect subversif de mai 1968. Entre le lycée napoléonien dont M. Tomasini est nostalgique et le lycée-chienlit style Rodin 1971, il y a un lien dialectique mais implacable. Combattre l'un en invoquant l'autre relève de l'imposture ou de la fumisterie. En réalité, le véritable combat se livrait naguère encore entre l'enseignement d'Etat et l'enseignement libre que l'on peut assimiler à l'enseignement catholique (celui-ci regroupant 91 % des établissements privés). Mais depuis une vingtaine d'années, l'évolution de l'Eglise et les formes plus subtiles prises par le totalitarisme révolutionnaire ont singulièrement compliqué les données du problème.

le dilemme démocratique:

tuer l'enseignement libre

Jusqu'au début du XIX^e siècle, l'Etat intervenait peu ou pas du tout dans les questions d'enseignement, hormis dans le domaine de l'enseignement militaire. Le concept d'Etat formateur, cher aux totalitaires de toutes obédiences, n'appartient pas à l'ancienne notion de l'Etat « premier fonctionnaire de la Société ». Le monopole était dévolu à l'Eglise, formatrice des esprits, s'appuyant sur le « ite et docte » de Saint-Paul pour justifier sa mission. L'enseignement est alors conçu en termes de formation sociale mais surtout en termes de préparation à « une vie humaniste et chrétienne » dans ce monde et de préparation au « salut éternel » pour l'autre. L'éclatement de l'unité des connaissances, l'apparition de l'imprimerie et la rupture introduite par la Réforme affaiblissent ce monopole.

L'Eglise s'adapte vite à cette situation nou-

velle en créant des congrégations spécialisées dans l'enseignement : Jésuites et Frères des Ecoles Chrétiennes pour les garçons, Ursulines et Filles de la Charité pour les filles. L'entrée en force des doctrines révolutionnaires bat en brèche l'idée d'un enseignement au service de la Société. Désormais, l'Etat doit former la Société et non plus le contraire : le phénomène se déroule en deux temps : affirmation des droits de l'Etat à la fonction enseignante par des philosophes, Bacon, Hobbes, Locke, puis vulgarisation de cette conception en France par les Encyclopédistes, Helvétius, Diderot, Voltaire, et surtout Condorcet qui est le premier à prôner un enseignement entièrement étatique. Au nom de la lutte contre le « dogmatisme clérical », une tyrannie idéologique s'installe en force. Un conventionnel déclare : « un préliminaire indispensable à l'établissement des écoles primaires : c'est une école de républicanisme ». Avec le premier Empire est définie une Université d'Etat rigide et uniforme dont le Grand-Maitre peut affirmer, montre en main, que tous les élèves de France font en même temps la même version latine ; le lycée est conçu comme une colonie militaire pourvue d'une discipline rigoureuse, dont les maîtres prêtent serment au pouvoir et portent l'uniforme. Serment et uniforme mis à part, c'est ce même lycée qui survivra jusqu'en Mai 1968...

Après divers flux et reflux causés par les changements de régime politique, le monopole d'Etat s'affirme définitivement sous la III^e République avec la lutte contre les écoles libres à partir d'un souci de mainmise sur les esprits et d'anti-cléricalisme jouant le rôle de catalyseur pour toutes les tendances républicaines. Cette politique va d'ailleurs de pair avec un souci de conservation sociale marqué. Un député républicain avoue : « c'est un souci de vie ou de mort pour l'Etat laïque et républicain ».

...ou l'asservir

Mais, après 1945, devant l'échec de sa politique sectaire, le Système choisit la voie de l'intégration : le haut niveau des écoles libres, la formation donnée, et l'impérieuse nécessité pour l'Etat de pallier ses insuffisances (manque de formation des enseignants, absence de débouchés, faiblesse du niveau, etc...) l'obligent à une politique d'absorption ou de collaboration partielle. La loi Marie en septembre 1951 étend le bénéfice des bourses d'Etat aux élèves de l'enseignement privé avec comme contrepartie le contrôle sur les études et le personnel. La loi Barangé (1951) consacre cette intervention de l'Etat dans le fonctionnement des écoles libres. La loi Debré (1959) soumet plus étroitement encore l'enseignement libre à l'autorité de l'Etat : « dans les établissements privés qui ont passé un contrat, l'enseignement placé sous le régime du contrat est soumis au contrôle de l'Etat (texte de la loi) ».

D. A. F.
le n° 7
est paru

abonnements
tarif normal : 10 F.
étudiants : 5 F.
le numéro : 3 F.

11, rue Villaret-de-Joyeuse - Paris-17^e

C.C.P. Paris
18-98-45

UNIVERSITE

71-72:

comment agir ?

En 1963, près de 10.000 établissements privés sur 16.000 étaient placés sous contrat. Parallèlement à ce contrôle organique, un changement idéologique s'opérait, dû à l'évolution des positions doctrinales de l'Eglise qui s'alignait peu à peu sur les idées ambiantes. Les mutations survenues à l'occasion de la tenue du Concile ont accéléré la collaboration de l'Episcopat avec les forces subversives. Les conséquences ne se font pas attendre : abandon progressif de l'enseignement libre par l'episcopat français, rôle désagréateur du clergé progressiste qui réduit au silence les protestations des parents et élèves contre-révolutionnaires, formation de révolutionnaires déracinés (cf. l'attitude de la J.E.C.), soumission de plus en plus marquée à l'Etat et à ses impératifs économiques (abandon de la formation humaniste, liaison avec les consortiums économiques). L'Etat choisit la domination indirecte, moins coûteuse qu'une nationalisation et plus sûre, puisqu'elle maintient une liberté d'enseignement apparente. Le conflit entre les féodalités enseignantes aux mains des partis de gauche et le ministère de l'Education Nationale exprime non pas une brusque générosité de l'Etat à l'égard de l'Ecole libre, mais une divergence entre partisans du contrôle « direct » et tenants de la domination progressive.

la riposte dans la

« querelle scolaire »

Nos maîtres ont toujours défendu, face aux laïcards, l'enseignement libre et contre-révolutionnaire. Nous devons agir de même à l'égard des rares établissements libres qui échappent à peu près à l'asservissement. Mais il est en même temps de notre devoir de montrer aux responsables de ces établissements que leur liberté ne peut être que précaire et provisoire dans le cadre démocratique.

Quant aux établissements qui n'ont plus de « libres » que le nom, il faut les considérer comme de simples appendices de cet enseignement étatisé que nous combattons. Dénouons sans relâche la propagande camouflée qu'ils prodiguent aux jeunes, luttons pour que l'A.F. puisse y obtenir la liberté d'expression afin de dénoncer l'Etat jacobin qui opprime la jeunesse. En bref, soyons maurrassiens en distinguant clairement le vrai du faux, même si celui-ci se cache sous le masque du vrai.

Francis BERTIN

(1) Et qu'on ne vienne pas nous raconter qu'en agissant ainsi, l'Eglise se détournait de sa mission surnaturelle. Etymologiquement parlant, le surnaturel ne suppose-t-il pas un ordre naturel pour l'étayer ?

L'expérience acquise dans les facultés nous oblige à constater que la seule propagande politique d'A.F., isolée de la vie concrète de l'étudiant et de ses préoccupations immédiates, n'intéresse (pour un temps plus ou moins long) qu'une minorité d'individus souvent préparés pour des raisons intellectuelles, sociales ou psychologiques à rallier notre mouvement.

Dans les années à venir, le nombre, l'origine, l'âge des étudiants vont se modifier : démographie, scolarisation prolongée, service national à dix neuf ans après le bac, diversification sociale en sont la cause.

L'étudiant authentique désire travailler pour obtenir son diplôme et entrer dans la vie active. Il ne cherche pas à perdre son temps en une vaine agitation politique, il est réfractaire aux formes extérieures du militantisme (ventes, distributions, etc...). Souvent obligé d'être salarié, inquiet pour son avenir, l'étudiant moyen se détourne des officines politiques installées dans les facs. Il n'est pas hostile ou totalement indifférent, mais il ne fait pas le lien entre tel slogan et ses petits problèmes. Quant aux étudiants « politiques », ils s'isolent, forment des chapelles ou des bandes de copains.

En milieu universitaire, nos idées ne passeront et ne toucheront les étudiants authentiques que si nous amenons progressivement l'« apolitique » à nos solutions par le biais de ses préoccupations et revendications corporatives personnelles. La vie d'une fac, les problèmes d'examen, du contenu des cours, des débouchés, de la sélection, réveillent l'étudiant qui se pose des questions et s'agit d'un moment. Dans la plupart des cas, son mécontentement et sa révolte sont absorbés par les bureaucraties syndicales, l'appareil des conseils ou par les groupuscules gauchistes. Jamais ses intérêts ne seront réellement défendus, jamais il ne sera amené à critiquer le fonctionnement de l'enseignement en France.

Etudiants, c'est à partir de l'étudiant tel qu'il est, que nous devons agir et adapter notre propagande pour qu'elle agisse en profondeur et ramène à nous des gens sérieux.

Pour cela, et c'est une condition nécessaire, le militant d'A.F. doit vivre et réagir en tant qu'étudiant, membre d'un groupe déterminé. Il ne s'agit plus d'être la bête curieuse, l'original royaliste qui veut renverser les institutions mais accepte et se soumet aux conséquences les plus funestes des principes qu'il combat.

D'autre part, il est aisé à partir d'une revendication, même la plus banale, par exemple

les modalités du contrôle continu, de critiquer l'examen en démocratie, de toucher son origine et son rôle, puis de passer à une critique du contenu des cours (en histoire, économie, droit social et public) pour déboucher sur une critique directement politique.

Or, tout problème corporatif bute sur le politique.

L'erreur consisterait à négliger la vie quotidienne universitaire et à laisser les groupes gauchistes (A.J.S. notamment), le P.C., et les syndicats fauristes récupérer les mouvements de revendications. Nous n'avons pas à défendre les institutions fauristes, mais nous devons empêcher la déviation ou l'étouffement des revendications étudiantes qui sont légitimes. Il n'existe pas d'opposition entre l'action dite syndicale ou corporative et l'action politique, mais une complémentarité nécessaire.

Que faire ?

premiers moyens

Une exploitation des problèmes corporatifs dans une perspective contre-révolutionnaire nécessite une double action.

En premier lieu, il faut étudier les problèmes étudiants les plus importants pour donner des solutions. Cela concerne la pédagogie, la sélection et le contrôle des connaissances, les débouchés, les filières de formation, l'orientation, la vie de l'étudiant. Pour ce faire, il devient urgent de former au moins un groupe qui rassemblera toute la documentation nécessaire, les informations spécialisées afin de les utiliser le plus rationnellement possible. D'autre part chaque groupe de fac, de ville universitaire doit étudier les problèmes particuliers. A partir de là, il sera possible de lancer des thèmes revendicatifs para-politiques.

En second lieu, il devient aussi urgent de constituer dans certaines disciplines des noyaux intellectuels, ferment de la contre-révolution. Le tout est de s'opposer à l'emprise idéologique de certains cours, de combattre les idées reçues. Inutile de cacher que ce travail sera long, difficile et ingrat, mais c'est la première étape pour pénétrer le monde universitaire.

Toutes les suggestions, collaborations, aides diverses sont attendues pour mettre sur pied dès la rentrée un organisme adapté.

Patrick PLESSIS

notes sur la crise de civilisation

Si nous parlons de crise de civilisation, ce n'est pas pour sacrifier à une mode, c'est pour donner un nom général à tout ce dont nous sommes témoins dans les domaines les plus divers de notre existence. L'histoire nous montre qu'il existe ainsi des périodes charnières où tout vacille parce que les idées générales, les dogmes religieux sur lesquels vit une société étant remis en question, les habitudes, les mœurs, les structures sociales s'en trouvent bouleversées. Ces périodes ne sont cruciales que parce qu'elles vivent une révolution métaphysique. Le livre de Paul Hazard (malgré ses lacunes) *La crise de la conscience européenne* peut nous en donner une idée. Préparée dès la fin du XVII^e siècle, la révolution intellectuelle se cristallise autour de l'Encyclopédie qui sera à l'origine directe de 1789. L'époque que nous vivons est d'une nature semblable à celle qui prépara la révolution « française » parce qu'elle se caractérise essentiellement par une révolution culturelle qui opère un véritable renversement copernicien dans l'ordre intellectuel.

Toute période de bouleversement ne vit pas nécessairement sa crise métaphysique. Charles Maurras s'insurgeait constamment contre l'opposition faite entre le Moyen Âge et la Renaissance. Maritain, dans *Humanisme intégral*, a pu opposer le théocentrisme médiéval à l'anthropocentrisme du XVI^e siècle ; pourtant l'humanisme de la Renaissance était naturellement chrétien. L'accent mis sur l'homme et le développement des virtualités de sa nature n'impliquait nullement un renversement ontologique où la personne humaine devient la fin en soi, le fondement absolu, *causa sui*, ce qui définit Dieu selon Spinoza.

De même la première révolution industrielle aurait pu produire de profonds bouleversements, affecter qualitativement nos sociétés, mais sans les dissoudre.

Seule une mentalité fixiste et faussement traditionaliste considère le changement comme un mal. La vie est dans le mouvement, tel est le principe de la philosophie la plus sûre. Mais cette philosophie ajoute tout de suite que le changement qualifie un être qui perdure dans le temps, à moins que ce changement n'atteigne l'être dans son principe, dans sa forme. Dans ce cas l'être est promis soit à la mort, soit à une promotion ontologique. Encore que le second terme de l'alternative soit objet de controverse...

Le problème de la révolution du XVIII^e siècle, qui est notre problème d'aujourd'hui, tient à ce que les changements n'affectent pas seulement qualitativement la civilisation, ce qui pourrait être tout progrès et enrichissement, mais qu'ils atteignent le principe même de la civilisation. On veut *changer la vie*, opérer une mutation de la nature. On attend, on annonce l'éclosion d'un homme nouveau.

« La possibilité concrète de la modification génétique de l'homme se dessine aux horizons de notre siècle. La grenouille qui gigote entre les pinces d'un vieil homme moustachu nous annonce que le changement génétique de l'homme sera possible... » (Edgar Morin dans *Introduction à une politique de l'homme*).

« Bâtir un homme nouveau, un métanthrope, voilà qui est concrètement possible. Toute notre philosophie s'écroule, mais un être nouveau peut être procréé. Le vrai problème, le seul problème non technique, c'est celui du modèle d'homme, ou plutôt de post-hominien qu'il faut édifier » (Edgar Morin dans *Journal de Californie*).

Au sens philosophique, Morin, repent du marxisme, est plus révolutionnaire que Marx. Marx annonce l'homme générique qui, même s'il constitue un mythe, n'est rien d'autre pour l'auteur du capital que l'homme concret réalisant intégralement les virtualités de l'espèce. Morin annonce le métanthrope, c'est-à-dire le surhomme qui franchit les limites de l'espèce. Ce n'est pas pour rien d'ailleurs que le même Morin se réfère au surréalisme. Le surréalisme constitue en effet sur le plan littéraire l'antithèse même du classisme, c'est-à-dire le refus du réel, affirmation de la création libre.

On dira que ces conceptions d'intellectuels n'intéressent que de petits cénacles ésotériques... Lourde erreur ! Qu'on demande aux professeurs ce que lisent leurs élèves. Notre jeunesse baigne dans le surréalisme. Toutes les publications qui circulent dans les classes des lycées exploitent la fibre onirique. Le gauchisme lui-même est l'expression politique du surréalisme.

Un ouvrage récent, *Rimbaud et la Commune*, tente de montrer que l'auteur des *Illuminations* est la voix même de la Commune, celle qui, pure de tout caractère circonstanciel, n'a, de nos jours, rien perdu de sa force et de son actualité. Il suffit de lire une publication gauchiste comme *Tout* pour se rendre compte que la Commune est la cité du rêve surréaliste. Nos jeunes gauchistes sont tous des Rimbaud qui incarnent l'incantation poétique dans le com-

bat pour changer la vie. Mais le gauchisme ne serait rien, comme le phénomène hippie, si nos jeunes n'étaient pas tous un peu anarchistes et surréalistes.

On dira : c'est de la faute des intellectuels, des « idéocrates ». Bien sûr. Mais l'intelligence humaine est malade. Le problème est de la guérir. On ne la guérira pas par des artifices mais en combattant la révolution culturelle par les armes de l'intelligence. C'est notre fonction première, notre tâche primordiale. La réforme intellectuelle et morale d'une minorité dynamique est un préalable à notre « politique d'abord ».

Maurras écrivait à Barrès le 22 octobre 1901 ces lignes qui constituaient un « memento » de son œuvre : « Campagne de l'école romane contre le romantisme que vous avez qualifiée de nationaliste. Ensuite campagne contre la philosophie de l'anarchie... Parallèlement campagne fédéraliste. Enfin campagne nationaliste aboutissant à la Monarchie ». C'est dire que notre maître concevait son combat comme un tout, que sa riposte à la révolution était globale : « Une autre Encyclopédie s'élabore, mais positive, mais organique, mais archiste, tendant très exactement à refaire ce que la première Encyclopédie a détruit ». (*Gazette de France*, 15/9/01).

Dans la crise de civilisation, nous n'avons pas à réagir autrement que Maurras n'a réagi. Et disciples, c'est dans son œuvre que nous retrouvons la réplique aux questions de notre temps, et le remède aux maladies qui, corrodant l'intelligence, mènent notre civilisation à sa ruine.

Au terme de son livre, *Charles Maurras et son Action française*, Jean de Fabrègues écrit : « Il semble que nous ayons aujourd'hui besoin de réapprendre ce qu'est l'homme pour aller plus aisément à la justice de la cité. La crise de civilisation, née à l'heure où Maurras commençait d'écrire, a montré depuis qu'elle était « une crise de l'homme » comme l'écrivait Thierry Maulnier au nom des générations post-maurrassiennes ».

Effectivement, c'est bien une « crise de l'homme » que nous vivons. Mais Maurras en serait le dernier surpris, puisque ses pages les plus fortes tournent autour de la question et que son œuvre constitue un gigantesque *Traité sur l'homme*. Polémique contre le romantisme, contre l'anarchisme, contre l'esprit révolutionnaire, contre Marc Sangnier ? C'est toujours l'homme qui est en question. Ainsi il nous suffit d'interroger ce traité pour trouver une réponse aux interrogations d'aujourd'hui et répondre à Marx, à Teilhard, à Edgar Faure, à Edgar Morin, à J.J.S.S., à Jean-Jacques Rousseau, à Hobbes, à Leibniz et Schopenhauer, au père Chenu et à Roger Garaudy et de leur dire : voilà ce qu'est cet animal bizarre, l'homme.

Si Maurras lutta si fort contre le romantisme, ce n'est pas pour brimer la nature, mais la sauvegarder, ce n'est pas pour étouffer les passions, mais pour les garder contre elles-mêmes.

N.A.F. - A.F.U. - D.A.F.

abonnez-vous
à la presse d'

**ACTION
FRANÇAISE**

N.A.F. - A.F.U. - D.A.F.

Qui ne voit l'importance de cette anthropologie en ce moment où l'amour de la vie poussé au paroxysme risque de jeter toute une jeunesse dans le néant suicidaire.

le conseil

de Dante

Il suffit d'y penser un peu pour découvrir qu'aucune leçon de sagesse naturelle n'est plus nécessaire pour les jeunes gens d'aujourd'hui. Quand Richard Deshayes proclame avec une force de conviction inouïe : « Nous faisons nôtre le mot d'ordre : vivre sans temps mort, jouir sans entraves... Personne n'a plus rien à nous interdire », lorsqu'on sait quel ressentiment cela peut avoir chez un garçon de dix-sept ans, on ne peut manquer de se souvenir de quelques aveux et confidences de Maurras pour comprendre l'importance capitale de son propre cheminement. Car cette crise, qui l'a vécue autant que lui ?

Si « la jeunesse comporte un carnaval de l'esprit, du cœur et des sens », on comprend qu'« exaltant la Loi en vue du péché et vantant la Règle au profit de la transgression », il ait pu devenir une « anarchie vivante ». Mais son cas ne nous intéresserait pas, si son itinéraire n'était pas une voie de salut. Dans l'admirable nuit du Tholonet où il se révélait à lui-même, capable de sombrer « dans les ébriétés de la bacchanale nocturne » et se laisser emporter par « la fureur subversive », il sentait en dépit de tout « pourquoi les résistances utiles et les audaces nécessaires ont toujours différé de la basse doctrine propre de ces insurrections dont je voyais et avouais la menteuse fécondité ». Surtout en dépit de sa folie « un mouvement était plus fort et né du plus ancien et du meilleur de moi : le goût simple, l'appétit passionné du vrai ». Ce qui explique qu'au terme de sa crise, il ait rejeté « l'habitude et le goût de se tenir pour mesure de soi et pour soleil du monde » et qu'il ait salué l'Épreuve qui définit et le sacrifice qui régénère.

Toute la polémique de Maurras contre le romantisme s'explique ainsi. Ils n'ont pas tort du tout ceux qui prétendent qu'en polémiquant il luttait contre son propre romantisme, son individualisme ! Mais encore une fois cette lutte n'était pas essentiellement négative, elle était salvatrice pour lui-même et les autres. Expliquer pourquoi Alfred de Musset et George Sand ont plutôt abaissé que sublimé l'image de l'amour, ce n'est pas le dénigrer, c'est le sauver.

C'est pourquoi on peut appliquer à lui-même ce qu'il disait de Dante : « Cette œuvre est le témoin comme elle est le produit des combats d'une grande âme qui se surmonte. Sa réussite récompense l'idée juste obéie héroïquement ». Et comment ne pas voir également combien ce qu'il écrit sur l'auteur de la divine comédie s'adresse directement aux jeunes générations et leur dit ce qui leur est absolument vital :

« Dante peut guérir plusieurs défauts de ce jeune siècle et en stimuler les vertus. De ce maître suave et dur, irritable et puissant, les âpretés s'imposent par un charme fait de raison et d'éloquence, de musique et d'amour. Debout et resserré dans sa longue cape sans plis, tel que l'évoque une iconographie assez véridique, il ne fera point grâce à la mollesse, à la dispersion, au vain rêve, à la fausse sensiblerie : mais le sentiment fort, l'idée vraie, l'image ferme et cohérente, les passions ardemment tenues et menées, ou utilisées, toutes les vertus, tous les biens qui le firent frissonner des pieds à la tête, sans faire osciller sa raison ni hésiter son cœur, contribueront à

faire entendre qu'il y a des façons de sentir sans faiblir, et que l'excès, l'abus, sont de simples états de dégénérescence morale qui ramènent une âme fort au-dessous de son point de vigueur réelle et d'intensité véritable. Quand les jeunes lecteurs auront vu ce poète de la volonté et de la raison fondre en larmes comme un enfant, se pâmer comme une femme, retomber sur la terre comme un corps mort ou rire de bonheur au rayon des belles étoiles, il leur aura peut-être donné une idée juste des mystères du sentiment, sur lequel ils auront moins de chance d'être abusés par les charlatans de toute origine ». (Charles Maurras : Le Conseil de Dante).

Rien dans ce texte qui soit la marque d'un rationalisme desséchant : « La raison et le sentiment se soutenant tour à tour et se réglant l'un par l'autre sont la sauvegarde et l'espérance du monde ». Rien non plus qui indique un volontarisme effréné. « L'instinctif et l'inconscient sont à la base de la nature humaine ; si cette nature est mêlée de bien et de mal, elle n'est pas toute mauvaise. Un homme qui serait toute volonté consciente serait un automate qui tiendrait du crétin ».

Aucune mutilation dans cette anthropologie. L'homme s'y retrouve dans son unité et sa complexité, sa multidimensionnalité. Ce n'est sûrement pas à Maurras qu'Edgar Morin pourrait faire le reproche qu'il adresse à Marx : fonder la politique sur un homme amputé, schématisé, idéologisé. En effet, tout s'articule, chez l'homme de Marx, autour du noyau producteur, au détriment du reste qui est tout de même essentiel !

retour

au réel

Avant de traiter de l'opposition de Marx et de Maurras, il est encore nécessaire de resituer la réponse de notre philosophie politique dans le cadre de la crise de civilisation dont nous parlions en commençant. Si le moteur de la révolution culturelle est l'anarchie c'est-à-dire le refus de l'archie, de l'ordre inscrit dans la nature, c'est que l'intelligence refuse de voir. C'est que, trop souvent, à l'opposé du jeune Maurras, nos jeunes font prévaloir leur fureur subversive sur l'appétit passionné du vrai. Ce refus de voir, ce refus du vrai les conduit en particulier à nier les caractéristiques propres à leur commune nature. Alors ils rêvent. Ils prennent littéralement à la lettre les slogans « l'imagination au pouvoir », « prenez vos désirs pour des réalités ».

L'homme générique de Marx qui est l'homme libéré de toutes contraintes, l'homme-liberté, rejoint en quelque mesure l'homme rêvé par l'anarchisme. Mais il garde au moins un pied sur terre dans la mesure où selon la juste remarque de Morin « il s'articule autour du noyau producteur » et se trouve, au moins avant que ne prenne fin la préhistoire marxiste, objet des contraintes économiques. Rien de tel dans la contre-culture moderne : la nature disparaît, l'individu quitte terre pour sombrer dans l'onirisme surréaliste.

Ceci explique le caractère des publications qui circulent dans nos lycées et chez les jeunes en particulier, publications aux sympathies gauchistes mais qui rejettent le militantisme politique au nom d'un militantisme pour l'existence. Si ce qui importe c'est de changer la vie, on comprend qu'il faille rêver la nouvelle vie. Dans cette perspective la poésie devient l'instrument privilégié car l'homme poète du monde est littéralement celui qui refait et remodèle la création, usurpant les prérogatives divines, devenant le demiurge de sa propre nature et de celle de l'univers.

L'existentialisme sartrien va dans le même sens lorsqu'affirmant la primauté de l'existence sur l'essence, il fait de la conscience le centre créateur de l'univers. Dans cette mesure, cette conscience est divinisée et les valeurs n'ont plus aucun caractère objectif puisqu'elles ne se rattachent qu'à la liberté individuelle qui les a conçues et voulues. Le moi devient ainsi mesure de toute chose et soleil de l'univers.

Pour répliquer à ce qui est la maladie moderne de l'intelligence, rien de tel que la pédagogie maurrassienne, ce retour constant à l'expérience qui certes ramène aux grandes lois de l'Être et à une doctrine philosophique très élaborée, mais en replongeant sans cesse dans le réel pour en retrouver les structures intelligibles. Rien de tel pour restaurer l'intelligence que de l'obliger à revenir à ses cheminement naturels. C'est le grand service que Maurras bien compris peut rendre à nos contemporains.

Avec sa méthode on retrouve alors l'homme, et le connaissant on peut s'engager dans les résistances utiles et les audaces nécessaires, nécessaires à la conservation de l'être et à son épanouissement. Tout reprend un sens. Il n'est pas jusqu'à la conception de la poésie, selon l'auteur de la Balance intérieure, qui n'ait également son importance pour guérir l'intelligence. L'imagination, le rêve ont leur place et leur rôle dans cette poésie mais, à l'opposé du surréalisme, ils ne mènent pas au-delà du réel, ils permettent une connaissance en profondeur de l'Être.

Gérard LECLERC



ABONNEZ-VOUS A LA N.A.F.

(Lettre hebdomadaire royaliste)

Je, soussigné (nom)
 demeurant (rue) N°
 à (ville) (département)
 souscrit un abonnement d'un an à la « N.A.F. » et versa la somme de 30 francs par
 ♦ chèque postal joint (C.C.P. N.A.F. Paris 642-31)
 ♦ chèque bancaire joint
 ♦ mandat-lettre joint

Date et signature :

Le réalisme politique de JEANNE d'ARC



J'ai montré, dans un récent article de « la nouvelle Action française » (n° 3), le caractère audacieux et dynamique de l'action menée par Jeanne d'Arc pour l'indépendance nationale. Maurras disait : AUDACE et VIVACITE. En quinze mois (février 1429 - mai 1430) la direction des combats est reprise par les armes françaises, le dauphin Charles devient roi effectif ; l'avance anglaise est définitivement stoppée.

Par le traité de Troyes, l'ennemi avait cru légitimer, donc éterniser, son occupation. Erreur sur une signature ! L'âme d'une nation n'est pas acquise par un traité, puisque la fortune des armes peut le casser. Jeanne, envoyée providentielle, vient annuler le traité en restaurant le Roi dans sa légitimité totale, par le sacre de Reims, qui en est le signe nécessaire et attendu. (Maurras : « Elle savait le roi nécessaire au pays, et comme le roi doutait du pays et de lui-même, elle le contraignait à se connaître et à se montrer »). En somme, la mission de Jeanne consiste à vaincre le doute qui mine l'énergie française à tous les niveaux ; elle vient établir des vérités, qui sont les conditions de la victoire. Sa vie est une démonstration d'énergie dont nous pouvons encore nous inspirer valablement, dans notre lutte actuelle.

L'Anglais campe sur les bords de Loire ; le Bourguignon est en dissidence ; la Sorbonne n'est plus française. Que faire ? Il est vain d'appeler à l'unité nationale quand l'esprit de parti l'emporte à un tel point. Ce qu'il faut, c'est commencer par le commencement, en renforçant le seul parti vraiment français, lui rendre vigueur et confiance par un succès partiel : Orléans. Donc faire de la force française, même avec le petit nombre. Cela est possible, s'il est pleinement conscient de la raison, de la légitimité de sa cause : le principe royal.

L'affirmation du principe royal, la manifestation de la vérité de cette idée, se produit à Reims. C'est à Reims que Jeanne conduit le Dauphin. A partir de cette vérité, l'unité pourra progressivement être construite, au fur et à mesure des victoires et de l'installation du doute chez l'ennemi anglais, chez le Bourguignon, à la Sorbonne, etc...

Donc l'unité découlera de l'affirmation première de la vérité. La vérité politique « cimentée » l'unité nationale ; elle fait sa durée.

Le parti anglais s'empare de l'héroïne et s'acharne sur elle. Qu'importe ! Il ne peut plus agir que par la force brute ; il est vaincu. Toute la raison est dans le parti français, le menant au succès définitif.

En 1429, le bien commun français est aux mains de Jeanne, qui le remet à son roi. Jeanne ne prend pas le pouvoir pour elle-même, mais elle le confie à l'institution royale, pour le bien de la patrie. Jeanne ne veut pas perpétuer un comportement de chef de parti. Sans prendre son temps ni son confort sur cette terre de France, elle court vite et droit au but fixé, et elle disparaît, en sainte servante de la patrie. Même envoyée par le Ciel, elle ne croit pas détenir elle-même la moindre parcelle de légitimité. C'est au roi d'être légitime et de savoir le paraître, en œuvrant pour le bien de tous, en prouvant que cela est ordonné au bien national.

Jeanne donne une leçon de réalisme politique, en gardant les yeux fixés sur le but de sa mission et en adaptant tous les moyens à la mesure de son combat, qui est recherche du bien de sa communauté. Que son exemple nous préserve donc de faire du combat politique par plaisir, pour nous admirer ou nous « sécuriser ». Ne nous enfermons pas dans un dogme. Allons vers le Roi ; sachons utiliser toutes nos forces, positivement, en vue de cette réalité vivante : la Monarchie, pour l'unité nationale.

Michel LEDOYEN

LYCÉENS

REJOIGNEZ L'U.N.L.A.C.

union nationale lycéenne d'action corporative - 39, boulevard Raspail, Paris. 7^e